



**Réactualisation du  
Diagnostic du Contrat  
de Ville Intercommunal  
de l'Agglomération  
Mulhousienne**

Photos: Quartier de la Thur - Wittelsheim, Quartier des Chevreuils - Luttenbach, Rue Bizet - Kingersheim, Quartier Chêne Hêtre - Illzach, AURM



# SOMMAIRE

<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>p. 3</b>
<b>LOCALISATION DES QUARTIERS CONTRAT DE VILLE.....</b>	<b>p. 4</b>
<b>REVENUS, DISPARITES SOCIALES ET EXCLUSION.....</b>	<b>p. 5</b>
<b>Les bénéficiaires du RMI.....</b>	<b>p. 5</b>
<i>Une majorité de RMIstes localisés dans la commune de Mulhouse.....</i>	<i>p. 5</i>
<b>Les allocataires bas revenus.....</b>	<b>p. 6</b>
<i>Une répartition inégale entre les communes et les quartiers Contrat de Ville.....</i>	<i>p. 6</i>
<b>Les familles monoparentales.....</b>	<b>p. 6</b>
<i>Une présence plus prononcée au sein des quartiers Contrat de Ville.....</i>	<i>p. 6</i>
<i>L'allocation de Parent Isolé : un indicateur des disparités sociales existantes.....</i>	<i>p. 7</i>
<i>↳ Synthèse volet «Revenus, disparités sociales et exclusion».....</i>	<i>p. 7</i>
<b>EMPLOI ET INSERTION.....</b>	<b>p. 8</b>
<b>Les demandeurs d'emploi.....</b>	<b>p. 8</b>
<i>Une augmentation des demandeurs d'emploi dans la ville centre et ses quartiers ZUS .....</i>	<i>p. 8</i>
<i>Une augmentation des demandeurs d'emploi dans les communes hors Mulhouse et leurs ZUS.....</i>	<i>p. 9</i>
<i>Le niveau de formation des demandeurs d'emploi ; une proportion importante de personnes non diplômées dans les quartiers ZUS .....</i>	<i>p. 10</i>
<i>La population étrangère et l'emploi .....</i>	<i>p. 11</i>
<b>Une solution à l'insertion professionnelle : le PLIE .....</b>	<b>p. 11</b>
<i>↳ Synthèse volet «Emploi et Insertion».....</i>	<i>p. 12</i>
<b>ACTIVITES ECONOMIQUES.....</b>	<b>p.13</b>
<b>Les activités économiques au sein des communes et quartiers Contrat de Ville.....</b>	<b>p.13</b>
<i>Une augmentation importante du nombre d'entreprises entre 2001 et 2003 dans les communes et quartiers Contrat de Ville.....</i>	<i>p.13</i>
<i>La taille des entreprises dans les communes et les quartiers Contrat de Ville: des différences .....</i>	<i>p.14</i>
<i>Densité et typologie commerciales .....</i>	<i>p.15</i>
<i>↳ Synthèse volet «Activités économiques».....</i>	<i>p.15</i>
<b>LE LOGEMENT SOCIAL DANS LES QUARTIERS ET COMMUNES DU CONTRAT DE VILLE.....</b>	<b>p.16</b>
<b>La répartition des logements sociaux.....</b>	<b>p.16</b>
<i>Une tendance générale à la diffusion des logements locatifs sociaux hors des quartiers CDV.....</i>	<i>p.16</i>
<i>Contre-exemple le plus significatif : la ville de Mulhouse.....</i>	<i>p.17</i>
<b>Les caractéristiques du parc social.....</b>	<b>p.17</b>
<b>La vacance dans le parc social.....</b>	<b>p.18</b>
<i>Un faible taux de vacance dans les communes du CDV.....</i>	<i>p.18</i>
<i>...mais la quasi totalité des logements locatifs sociaux vacants sont situés dans un quartier CDV.....</i>	<i>p.18</i>

<b>La production de logements locatifs sociaux.....</b>	p. 19
<i>Une production départementale fortement alimentée par les communes du CDV, et principalement Mulhouse.....</i>	p. 19
<i>L'évolution de la production de logements sociaux dans les communes du CDV.....</i>	p. 20
<i>Des programmes PLUS majoritaires.....</i>	p. 21
<i>Le poids déterminant de Mulhouse .....</i>	p. 22
<i>Des opérations majoritairement en Acquisition/Amélioration, une construction neuve réservée aux PLS.....</i>	p. 22
<i>Taille des opérations .....</i>	p. 23
<b>Des opérations de réhabilitations en baisse et plus diffuses sur l'ensemble du département du Haut Rhin.....</b>	p. 24
<b>L'évolution des opérations de démolition dans les communes du contrat de ville.....</b>	p. 25
↳ <i>Synthèse volet «Logement Social».....</i>	p. 25
<b>LA SECURITE.....</b>	p. 26
<b>Une diminution des faits de délinquance générale et violences urbaines dans les circonscriptions de Mulhouse et Wittenheim.....</b>	p. 26
<i>La délinquance générale .....</i>	p. 26
<i>Les violences urbaines.....</i>	p. 27
<i>Malgré une amélioration des chiffres et la réduction du nombre de faits, le sentiment d'insécurité persiste .....</i>	p. 28
<b>La sécurité dans les transports en communs .....</b>	p. 29
<i>Une forte réduction des incidents sur le réseau de bus SOLEA.....</i>	p. 29
<i>... confirmée par les données sectorielles.....</i>	p. 29
<i>La diminution des incidents , fortement corrélée à l'équipement des bus en caméras de surveillance....</i>	p. 30
<b>La sécurité en milieu scolaire .....</b>	p. 30
<i>Une situation globale différenciée.....</i>	p. 30
<i>Des évolutions contrastées au sein des collèges et lycées .....</i>	p. 30
<i>Une augmentation des incidents dans les établissements du 1er degré .....</i>	p. 31
↳ <i>Synthèse volet «Sécurité» .....</i>	p. 31
<b>L'EDUCATION.....</b>	p. 32
<b>Les collèges du contrat de ville par rapport au département.....</b>	p. 32
<b>Typologie départementale : Approche différenciée des données sociales et des données scolaires .....</b>	p. 34
<b>Résultat des tests : l'écart à la moyenne tend à se réduire en math mais se creuse en français.....</b>	p. 36
<b>Les taux d'orientation.....</b>	p. 38
<b>Les taux d'accès au brevet (cohorte fictive) sont en nette progression.....</b>	p. 38
<b>GLOSSAIRE .....</b>	p. 40
<b>ANNEXES.....</b>	p. 42

# INTRODUCTION

« Le contrat de ville est un contrat passé pour une durée de 7 ans entre l'Etat et les collectivités territoriales qui engage chacun des partenaires à mettre en œuvre des actions concrètes et concertées pour améliorer la vie quotidienne des habitants dans les quartiers connaissant des difficultés (chômage, violence, logement...) et prévenir les risques d'exclusion sociale et urbaine ». (Définition issue du site internet de la DIV)

## Le diagnostic initial

L'AURM a élaboré en 1999 le diagnostic du Contrat de Ville Intercommunal de l'Agglomération Mulhousienne 2000-2006. Ce dernier a permis de fonder, à partir de l'analyse de thématiques prioritaires, l'orientation des politiques urbaines et sociales à engager dans le cadre du contrat de ville.

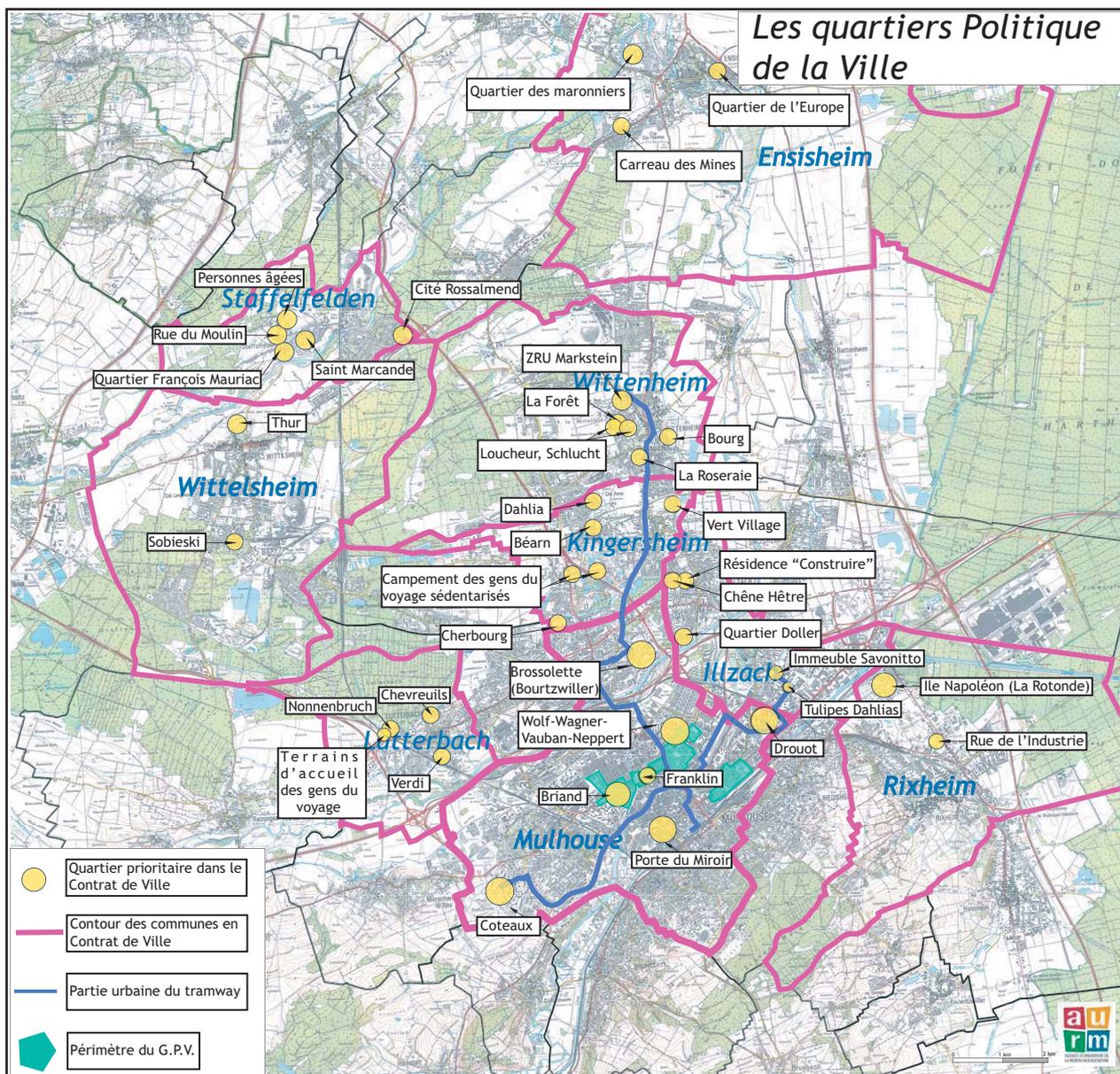
## La mission de l'AURM dans le processus d'évaluation intermédiaire

L'évaluation intermédiaire offre une prise de recul au milieu de la période contractuelle de six ans. Selon la convention cadre (février 2000), la mission d'observation est confiée à l'AURM. Elle consiste dans la mise à jour des indicateurs statistiques utilisés dans le diagnostic initial du contrat de ville, afin de suivre les évolutions des territoires les uns par rapport aux autres et à différentes échelles spatiales.

*Le présent document propose une actualisation des indicateurs des 4 thématiques prioritaires que sont : l'emploi/insertion, le logement social et son évolution, la sécurité et l'éducation. Depuis 1999, des données complémentaires ont été mobilisées, notamment à l'échelle infra-communale, permettant ainsi une analyse plus précise au cœur des quartiers prioritaires du contrat de ville.*

# LOCALISATION DES QUARTIERS CONTRAT DE VILLE

Les quartiers Contrat de Ville sont répartis dans 9 communes : Ensisheim, Illzach, Kingersheim, Lutterbach, Mulhouse, Rixheim, Staffelfelden, Wittelsheim et Wittenheim.



# REVENUS, DISPARITES SOCIALES ET EXCLUSION

## Les bénéficiaires du RMI

*Le Revenu Minimum d'Insertion (RMI) vise à assurer un minimum de ressources aux personnes âgées de plus de 25 ans ou qui, quel que soit leur âge, assument la charge d'au moins un enfant.*  
Source: CAF

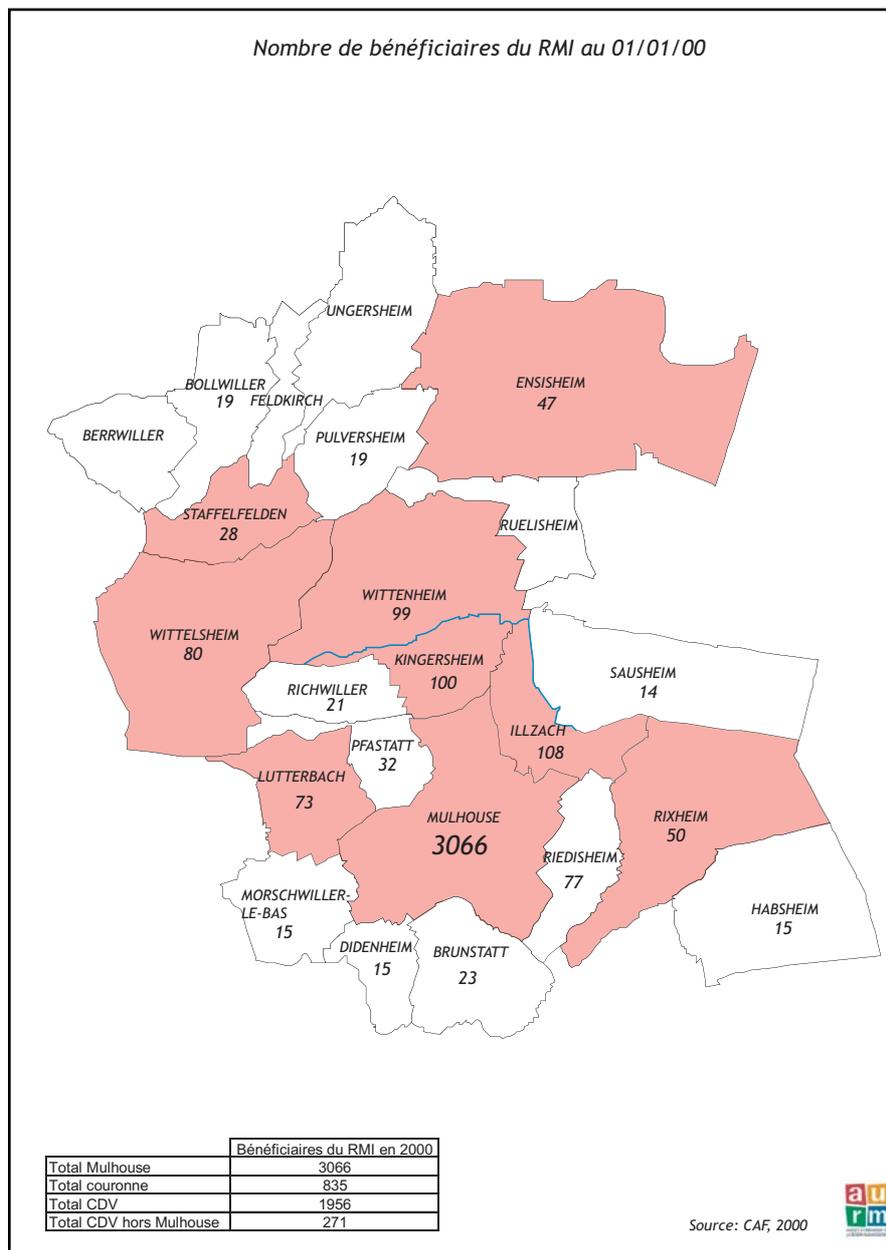
Un partenariat avec la CAF du Haut-Rhin, nous a permis de disposer des informations pour les différents quartiers.



### Une majorité de RMIstes localisés dans la commune de Mulhouse

La répartition des allocataires bénéficiant du RMI est principalement axée sur la commune de Mulhouse.

Les quartiers Contrat de Ville hébergent de même une grande proportion de RMIstes. Plus de la moitié des RMIstes des communes de Wittenheim, Mulhouse et de Lutterbach sont localisés dans les quartiers Contrat de Ville de ces dernières.



#### A titre indicatif :

Commune de Mulhouse = 84% des allocataires RMI des communes en Contrat de Ville

Population des quartiers Contrat de Ville de Mulhouse = 37% de la population communale.

RMIstes des quartiers Contrat de Ville de Mulhouse = 55% des RMIstes de la ville centre.

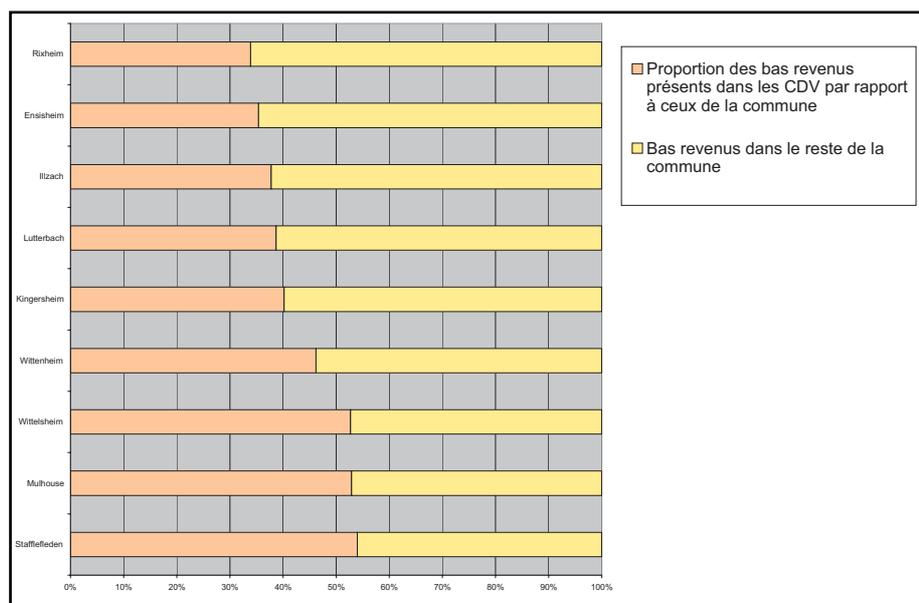
*Du fait d'une seule année obtenue auprès de la Caisse d'allocation familiale, il ne nous est pas possible de montrer une évolution des bénéficiaires du RMI avant 2000 (les sources d'obtention étant différentes lors de la conception du premier document).*

## Les allocataires bas revenus

### Une répartition inégale entre les communes et les quartiers Contrat de Ville

En 2000, les personnes dont le revenu mensuel est inférieur à 621,38 euros sont comptabilisées par la Caisse d'Allocation Familiale dans la population « à bas revenus ».

La proportion de bas revenus en 2000 dans les quartiers Contrat de Ville est importante dans les communes de Wittelsheim, Mulhouse et Staffelfelden.



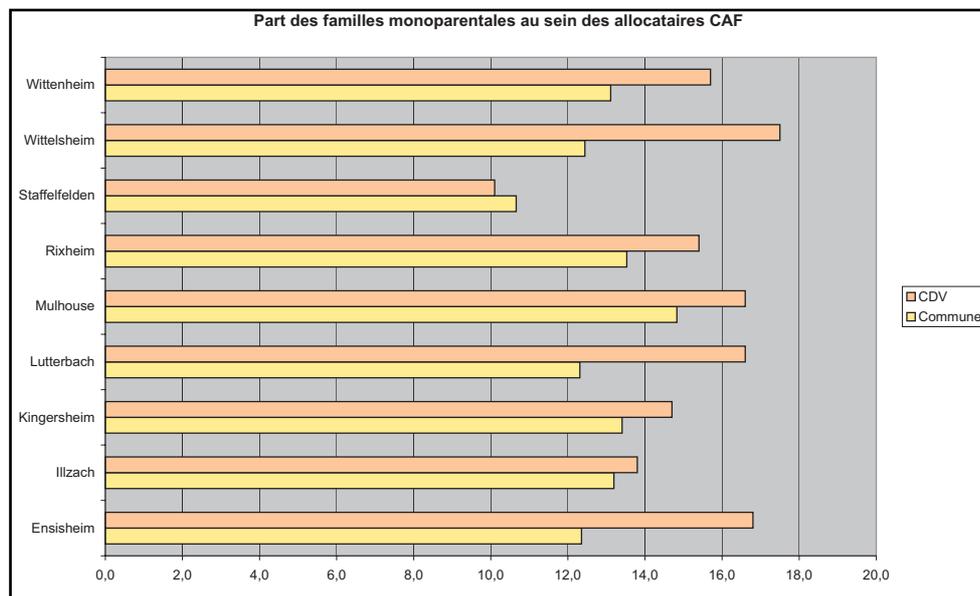
Source: CAF, 2000

Faute de données en 2001, 2002 et 2003, nous ne pouvons quantifier l'évolution de ces allocataires ni dans les quartiers Contrat de Ville ni dans les communes.

## Les familles monoparentales

### Une présence plus prononcée au sein des quartiers Contrat de Ville

Les familles monoparentales sont dans la plupart des communes beaucoup plus présentes dans les quartiers Contrat de Ville.



Source: CAF, 2000

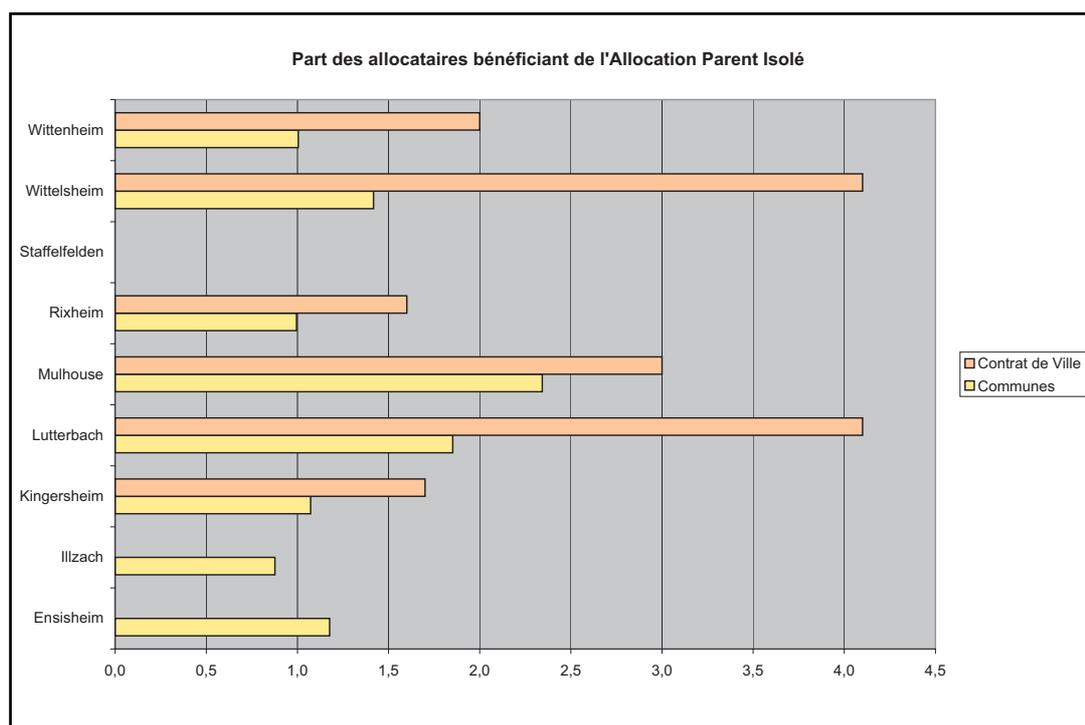
Les quartiers Contrat de Ville tels que les quartiers Sobiesky et de la Thur de la commune de Wittelsheim concentrent les personnes en difficultés : forte proportion de RMIstes ainsi qu'une part importante de famille monoparentales.

Certains quartiers comme les quartiers Contrat de Ville de Wittelsheim concentrent près de 18% de familles monoparentales parmi leurs allocataires alors que la commune n'en compte que 12%.

## L'allocation de Parent Isolé : un indicateur des disparités sociales existantes

Les personnes bénéficiant de cette aide sont rares dans les communes et les quartiers Contrat de Ville (elles bénéficient généralement d'une autre allocation) et représentent en général 1 à 2% des allocataires.

Certains quartiers Contrat de Ville abritent cependant une proportion plus élevée de personnes bénéficiant de cette aide. Il s'agit entre autre des quartiers Contrat de ville de Lutterbach (4.1% des allocataires du quartier) et Wittelsheim (4.1% des allocataires du quartier).



L'allocation de Parent Isolé (API) est servie, sous conditions de ressources, aux personnes assumant seules la charge d'un ou plusieurs enfants pendant un an ou jusqu'à l'âge de 3 ans. Elle garantit un minimum de ressources au bénéficiaire et n'est pas cumulable avec d'autres aides.

Source: CAF

Source: CAF, 2000

### SYNTHESE :

- Majorité de personnes bénéficiant du RMI concentrée dans la seule commune de Mulhouse
- Proportion de RMIstes dans les quartiers Contrat de Ville importante
- Faible proportion de bénéficiaires de l'Allocation Parent Isolé dans les communes comme dans les quartiers du Contrat de Ville
- Concentration des difficultés sociales (familles monoparentales, allocataires bas revenus,...) localisée dans certains quartiers Contrat de Ville (Markstein ou Thur par exemple).

## EMPLOI ET INSERTION

Après trois années particulièrement favorables, la conjoncture de l'Alsace a connu en 2001 un net ralentissement. Très vite, la situation régionale de l'emploi s'est dégradée, et le chômage est reparti à la hausse. Le même constat est à faire dans le département du Haut Rhin.

### Evolution du chômage au sens du BIT dans le Haut Rhin et l'Alsace entre 1998 et 2002 :

Déc.1998: Alsace = 7,0% Haut-Rhin = 6,9%  
 Juin.2001: Alsace = 5,4% Haut-Rhin = 4,9%  
 Déc.2002: Alsace = 6,8% Haut-Rhin = 6,5%

Source: Section synthèse et conjoncture de l'emploi, Insee

### Les demandeurs d'emploi

Les demandeurs en fin de mois (décomptés par l'ANPE et l'INSEE) sont disponibles pour les années 2000, 2001 et 2002 à l'échelle des communes et pour les années 2000 et 2001 pour les quartiers classés ZUS. A titre de rappel ces quartiers sont : le quartier de la Thur à Wittelsheim, le Markstein à Wittenheim, Chêne Hêtre à Illzach pour les communes hors Mulhouse. La commune de Mulhouse quant à elle regroupe en quartiers ZUS les quartiers : Briand Franklin, Brossolette, Drouot, les Coteaux, Porte du Miroir ainsi que Wolf Wagner Vauban Neppert.

Seules les données concernant les demandeurs d'emploi catégorie 1 sont disponibles (le calcul du chômage au sens du BIT se faisant sur les catégories 1, 2 et 3).

Afin de réaliser une analyse plus fine, nous étudierons à part la commune de Mulhouse des autres communes présentant des quartiers ZUS.

### Une augmentation des demandeurs d'emploi dans la ville centre et ses quartiers ZUS

	Commune de Mulhouse			
	2000		2001	
	Nombre	%	Nombre	%
Hommes	2571	55,4	2965	59,7
Femmes	2067	44,6	2000	40,3
Moins de 25 ans	943	20,3	1154	23,2
de 25 à 49 ans	3128	67,4	3246	65,4
Plus de 50 ans	567	12,2	565	11,4
Recherche d'emploi de 12 mois et plus	1130	24,4	1027	20,7
Total	4638	100	4965	100

### Evolution du nombre de demandeurs d'emplois entre 2000 et 2001 :

Mulhouse = + 7%

ZUS Mulhouse = + 2%

	Périmètres ZUS Mulhouse			
	2000		2001	
	Nombre	%	Nombre	%
Hommes	1304	55,3	1471	61,1
Femmes	1056	44,7	938	38,9
Moins de 25 ans	576	24,4	612	25,4
de 25 à 49 ans	1552	65,8	1563	64,9
Plus de 50 ans	232	9,8	234	9,7
Recherche d'emploi de 12 mois et plus	598	25,3	498	20,7
Total	2360	100	2409	100

On assiste entre 2000 et 2001 à une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi non seulement à l'échelle de la commune de Mulhouse mais aussi au niveau de ses quartiers ZUS.

Source: Données Insee et ANPE, DEFM cat.1, 4<sup>e</sup> Trimestre 2000 et 2001.

Les quartiers ZUS de Mulhouse regroupaient en 2000, 50,9% des demandeurs d'emploi de la commune. En 2001, cette proportion est descendue à 48,5%.

Cette diminution de la représentation des quartiers ZUS dans la commune en terme de demandeurs d'emploi s'explique par deux choses :

- Une hausse plus importante des demandeurs d'emploi entre 2000 et 2001 dans la commune que dans les quartiers ZUS (+ 7% contre 2%)
- Un très net recul du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée dans les quartiers ZUS (- 16,7% contre - 9% dans la commune).

## Une augmentation des demandeurs d'emploi dans les communes hors Mulhouse et leurs ZUS

Le nombre de demandeurs d'emploi dans les quartiers ZUS des communes Hors Mulhouse a connu entre 2000 et 2001 une augmentation de plus de 40%. Les communes quant à elles subissaient un accroissement de leur nombre de demandeurs d'emploi de 14%.

	Communes Hors Mulhouse concernées par les quartiers ZUS			
	2000		2001	
	Nombre	%	Nombre	%
Hommes	445	49,4	536	52,4
Femmes	455	50,6	487	47,6
Moins de 25 ans	216	24,0	270	26,4
de 25 à 49 ans	569	63,2	626	61,2
Plus de 50 ans	115	12,8	127	12,4
Recherche d'emploi de 12 mois et plus	221	24,6	206	20,1
Total	900	100,0	1023	100,0

	Périmètre ZUS Communes Hors Mulhouse			
	2000		2001	
	Nombre	%	Nombre	%
Hommes	73	55,3	112	59,6
Femmes	59	44,7	76	40,4
Moins de 25 ans	49	37,1	60	31,9
de 25 à 49 ans	70	53,0	108	57,4
Plus de 50 ans	13	9,8	20	10,6
Recherche d'emploi de 12 mois et plus	22	16,7	41	21,8
Total	132	100	188	100

\* Seuls sont décomptés les quartiers classés ZUS des communes (Quartiers de la Thur et du Markstein de Wittelsheim et Wittenheim, quartier Chêne Hêtre d'Illzach)

Source: Données Insee et ANPE, DEFM cat.1, 4<sup>e</sup> Trimestre 2000 et 2001.

Les personnes résidant dans les quartiers Chêne Hêtre d'Illzach, la Thur de Wittelsheim et le Markstein de Wittenheim (ensemble des quartiers classés ZUS hors Mulhouse) sont donc plus touchées par le chômage que la population résidant dans ces mêmes communes mais dans d'autres quartiers.

La durée de recherche d'un nouvel emploi constitue aussi un élément discriminant pour les quartiers classés en ZUS. Entre 2000 et 2001, le nombre de personnes recherchant un emploi depuis plus d'un an a augmenté de 86%. A l'inverse, dans l'ensemble des communes abritant ces quartiers, le nombre de demandeurs d'emploi « longue durée » a diminué de près de 7%.

La population résidant dans les quartiers ZUS des communes d'Illzach, Wittelsheim et Wittenheim a donc des difficultés pour trouver un emploi.

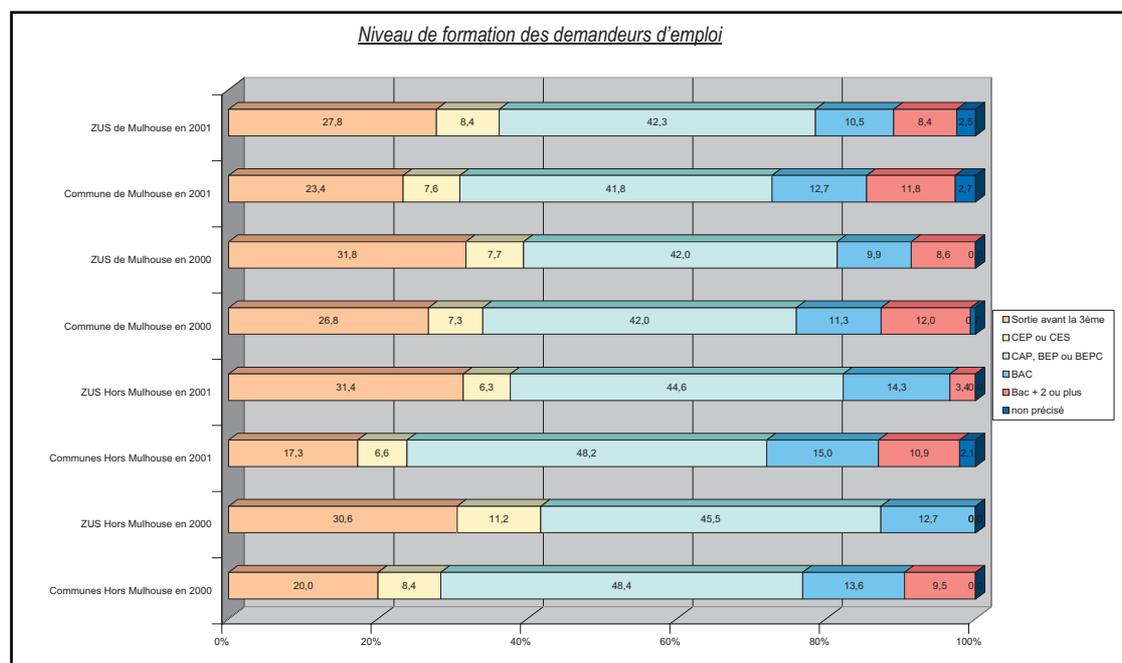
### Evolution du nombre de demandeurs d'emplois entre 2000 et 2001 :

Communes                      Hors  
Mulhouse = + 13.6 %

ZUS Hors Mulhouse =  
+ 42.4 %

## Le niveau de formation des demandeurs d'emploi ; une proportion importante de personnes non diplômées dans les quartiers ZUS :

Le faible niveau de formation des personnes peut parfois constituer un frein face au retour à l'emploi. Comme nous l'avons vu précédemment, les quartiers Contrat de Ville présentent une plus forte proportion de personnes à la recherche d'un emploi que dans les communes.



Source : DEFM, ANPE et INSEE, 2000, 2001.

Dans l'ensemble, le niveau de formation des demandeurs d'emploi dans les quartiers Contrat de Ville est plus faible que dans les communes. On peut cependant distinguer deux types d'évolution en Contrat de Ville. Les demandeurs d'emplois en 2000 ne possédant aucun diplôme (sortis avant la 3ème) représentent dans les quartiers ZUS de MULHOUSE 31,8% des demandeurs d'emploi de ces quartiers. En 2001, ces derniers représentent 27,8% des demandeurs d'emploi. On assiste ainsi à une diminution du nombre de personnes non diplômées.

Au sein des quartiers ZUS hors Mulhouse, le constat est différent. La proportion de non diplômés dans ces quartiers est importante avec 30,6% des demandeurs d'emploi. Cette proportion s'est accrue en 2001 avec un chiffre de 31,4%.

Le niveau de formation des demandeurs d'emploi varie entre les communes et les quartiers ZUS. On assiste ainsi à un taux plus fort de demandeurs d'emploi n'ayant pas de diplômes dans les quartiers ZUS. Inversement, les personnes possédant un diplôme de niveau supérieur (bac + 2 ou plus) sont localisées principalement dans les communes.

## La population étrangère et l'emploi :

La population étrangère représentait en 2000, 23.4% des demandeurs d'emploi dans les communes Contrat de ville. Cette proportion a diminué en 2001 et est ainsi retombée à 22.1%.

année	Mulhouse		ZUS Mulhouse		Communes ZUS		Quartiers ZUS (hors Mulhouse)	
	2000	2001	2000	2001	2000	2001	2000	2001
<b>Part des étrangers demandeurs d'emploi</b>	26,2	25,2	30,6	31,6	21	18,4	53	45,7

Source: DRTE, 2000 et 2001.

La part d'étrangers demandeurs d'emplois diffère cependant d'une commune à une autre ainsi que d'un quartier Contrat de Ville à un autre.

Seules sont disponibles les données à l'échelle des quartiers ZUS (communes de Wittelsheim, Wittenheim, Illzach et Mulhouse).

La proportion de personnes étrangères demandeuses d'emploi est plus importante dans les quartiers ZUS que dans les communes. Près d'un demandeur d'emploi sur deux dans les quartiers ZUS est d'origine étrangère. Ce chiffre a cependant grandement diminué entre 2000 et 2001.

Les personnes d'origine étrangère semblent ainsi plus exposées à la précarité.

### Evolution de la proportion de personnes étrangères à la recherche d'un emploi entre 2000 et 2001:

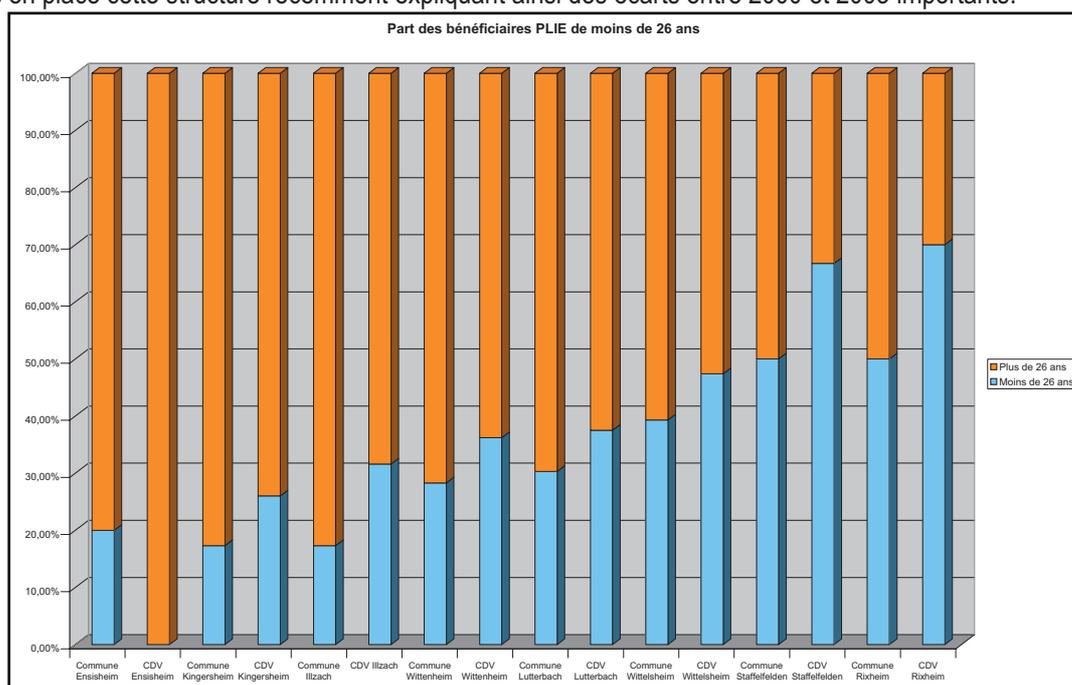
Commune de Mulhouse :  
+2,9%  
ZUS Mulhouse :  
+ 5.5%  
Communes Hors Mulhouse :  
- 14.5 %  
ZUS Hors Mulhouse :  
+ 22.8 %

## **Une solution à l'insertion professionnelle : le PLIE.**

Le PLIE constitue un dispositif de mise en cohérence des interventions publiques au plan local afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes en difficulté. Ce dispositif permet d'améliorer l'accès à l'emploi des hommes et des femmes confrontés à une exclusion durable du marché de l'emploi, résultant d'une accumulation de difficultés professionnelles et sociales.

Source: internet = <http://www.plie-agglomeration-mulhousienne.fr>

Le territoire du PLIE a évolué entre 2000 et 2003 ; il est parfois difficile de comparer les bénéficiaires du PLIE. L'adhésion récente de certaines communes explique ainsi les écarts entre 2000 et 2003. Certaines communes en effet ont mis en place cette structure récemment expliquant ainsi des écarts entre 2000 et 2003 importants.

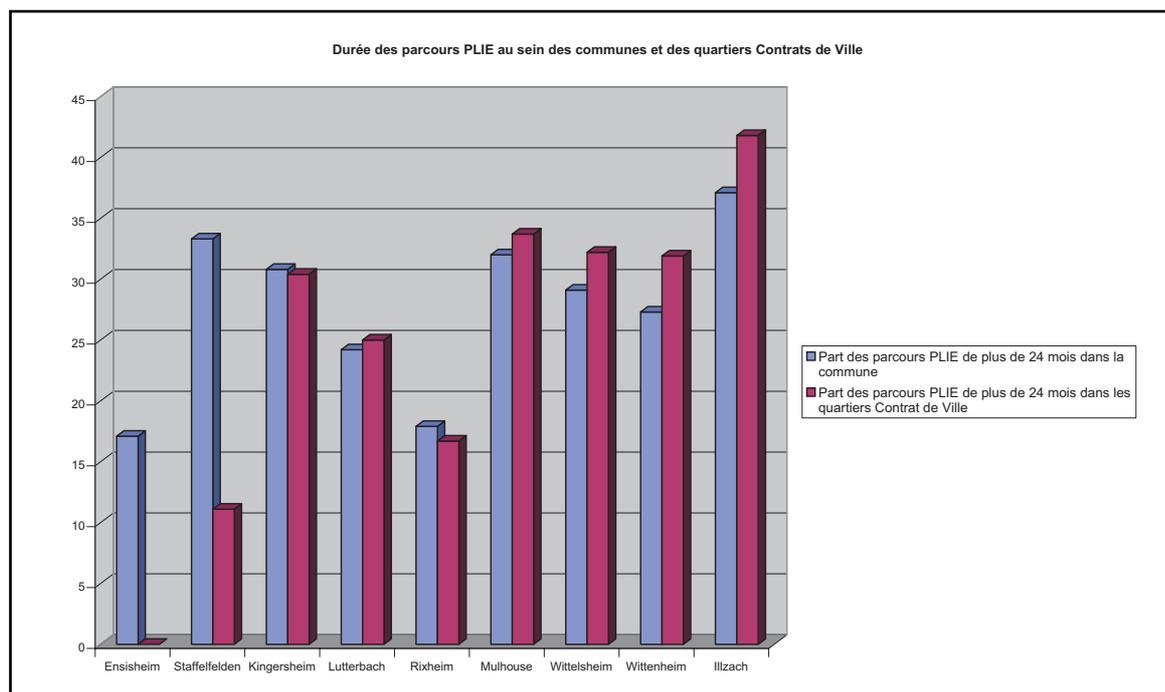


Source : PLIE, 2003

Alors que dans la majorité des communes, la proportion des jeunes de moins de 26 ans bénéficiaires du PLIE est minoritaire, cette dernière est plus représentée au sein des quartiers Contrat de Ville.

La proportion des bénéficiaires PLIE de moins de 26 ans dans les quartiers contrats de ville des communes de Staffelfelden et Rixheim est même majoritaire.

Les parcours de plus de 2 ans dans les communes concernées par les quartiers Contrat de Ville représentent en général 20 à 25% des bénéficiaires du PLIE. Ainsi pour la commune d'Ilzach, la part de parcours PLIE de plus de 2 ans dans les quartiers Contrat de ville atteint 41.8% alors que pour l'ensemble de la commune, cette proportion n'atteint que 37.1%. L'insertion professionnelle au sein des quartiers Contrat de ville semble donc plus difficile que dans le reste des communes.



Source : PLIE, 2003

#### SYNTHESE :

- Accroissement du nombre de demandeurs d'emploi entre 2000 et 2001 dans les communes et les quartiers ZUS
- Niveau de formation de ces demandeurs d'emploi plus faible généralement dans les quartiers ZUS que dans les communes
- Population étrangère en demande d'emploi en augmentation dans les quartiers Contrat de Ville
- Insertion professionnelle plus compliquée dans les quartiers Contrat de Ville

# ACTIVITES ECONOMIQUES

## Les activités économiques au sein des communes et quartiers Contrat de Ville

### Une augmentation importante du nombre d'établissements entre 2001 et 2003 dans les communes et quartiers Contrat de Ville

Les activités économiques au sein des communes concernées par les Contrats de Ville et dans les quartiers eux même ont nettement évolué entre 2001 et 2003.

Ensemble Communes		Nombre en 2001		Proportion (%)		Nombre en 2003		Proportion (%)	
Secteurs d'activités									
Agriculture		126	1,3			206	2,0		
Industries		784	8,0			764	7,5		
Entreprises de construction		695	7,1			700	6,9		
Activités de services, d'administration publique, d'éducation et de santé		3183	32,6			3307	32,6		
Immobilier, services aux entreprises		1704	17,4			1859	18,3		
Commerce		2332	23,9			2359	23,2		
Hôtels et restaurants		644	6,6			676	6,7		
Transport et communications		296	3,0			284	2,8		
Activités extra-territoriales		2	0,0			2	0,0		
<b>Total</b>		<b>9766</b>				<b>10157</b>			

#### Principales évolutions entre 2001 et 2003:

*Communes :*  
 Activités de services, d'administration publique et de santé = + 3.9%  
 Immobilier, services aux entreprises = + 9%

*Quartiers Contrat de Ville*  
 Commerces = +6.9%  
 Immobilier, services aux entreprises = + 38.1%  
 Hôtels et restaurants = +8.6%

Ensemble des quartiers Contrat de Ville		Nombre en 2001		Proportion (%)		Nombre en 2003		Proportion (%)	
Secteurs d'activités									
Agriculture		13	0,8			15	0,9		
Industries		107	6,7			101	5,8		
Entreprises de construction		183	11,4			176	10,1		
Activités de services, d'administration publique, d'éducation et de santé		488	30,5			506	29,1		
Immobilier, services aux entreprises		244	15,3			337	19,4		
Commerce		378	23,6			406	23,4		
Hôtels et restaurants		150	9,4			163	9,4		
Transport et communications		34	2,1			32	1,8		
Activités extra-territoriales		2	0,1			0	0		
<b>Total</b>		<b>1599</b>	<b>0,0</b>			<b>1736</b>	<b>0,0</b>		

Source : Sirène, 2001 et 2003

Le nombre d'établissements au sein des communes a augmenté de près de 4% entre les deux années de référence. Le nombre d'établissements des quartiers Contrat de Ville a quant à lui augmenté de + 8,5%. La dynamique de création est donc plus importante dans les quartiers Contrat de Ville.

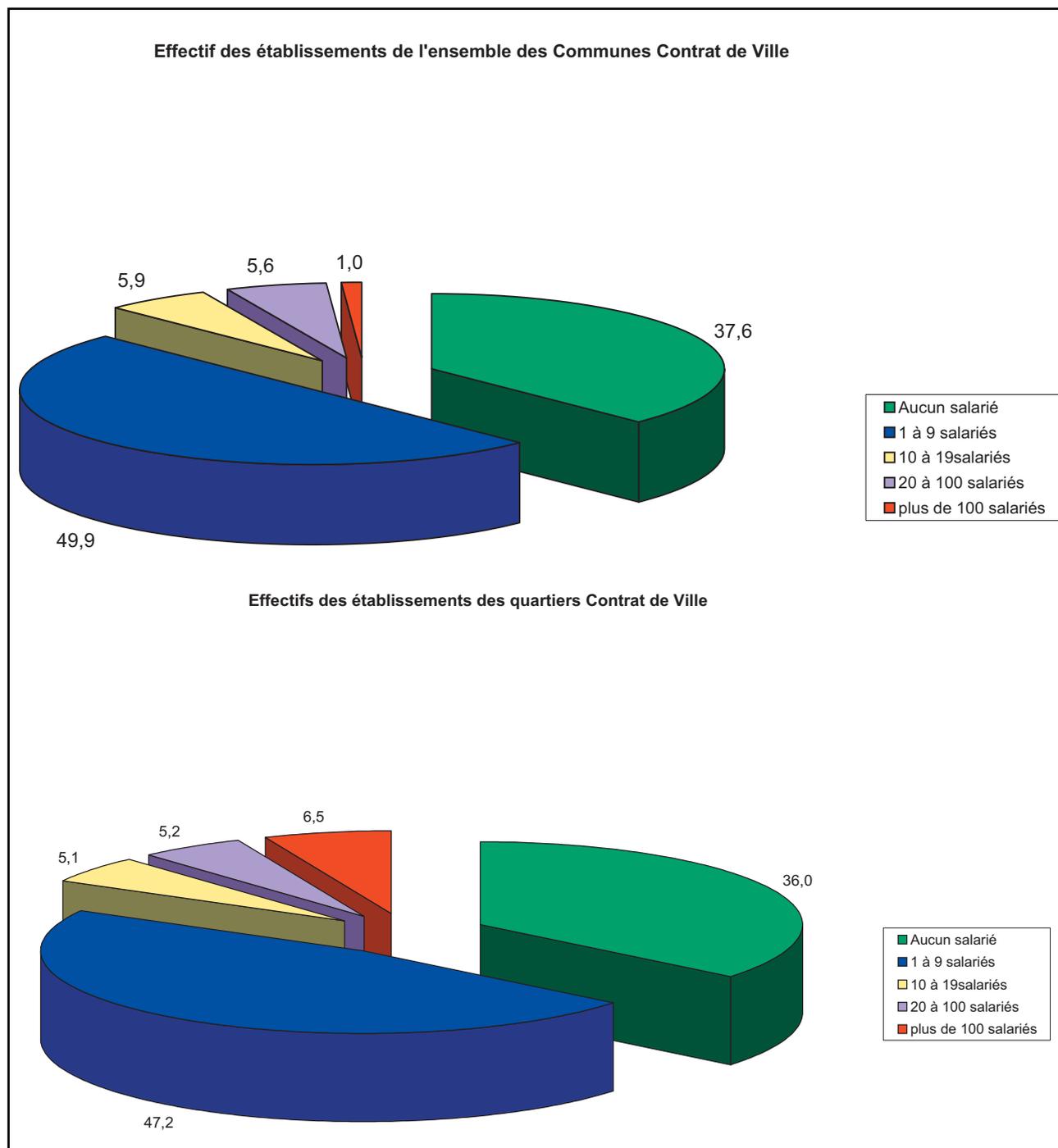
On peut cependant observer des différences flagrantes au niveau des deux échelles :

- \* Une dynamique de création d'établissements moins importante dans les communes que dans les quartiers Contrat de Ville
- \* Une spécialisation des quartiers Contrat de Ville dans les secteurs de la construction et de la restauration (même si ces derniers semblent stagner voir diminuer ces dernières années).

Le secteur des services aux entreprises s'est développé non seulement au sein des communes mais aussi dans les quartiers Contrat de Ville.

## La taille des établissements dans les communes et les quartiers Contrat de Ville: des différences

Il existe une différence importante entre les communes et leurs quartiers Contrat de Ville. La proportion des établissements de plus de 100 salariés est en effet beaucoup plus importante dans les quartiers Contrat de ville avec 6.5% de représentation contre 1% dans les communes.



Source : Sirène, 2003

Les services d'administration publique, d'éducation et de santé représentent plus de 50% des établissements de plus de 100 salariés au sein des quartiers Contrat de Ville. Pour le secteur public, cette indication est à utiliser avec précaution. En effet, la gestion du personnel centralise souvent les effectifs de plusieurs établissements dans un établissement donné.

Les communes présentent une proportion plus importante d'établissements de 0 salariés. Les établissements de grande taille (plus de 100 salariés) au sein des communes sont réparties en trois grands secteurs : les commerces (34.4%), les services d'administration publique, d'éducation et de santé (26.9%) ainsi que les industries (15%).

### Densité et typologie commerciales

Les commerces des quartiers Contrat de Ville représentent environ 19% des commerces des différentes communes. Ils sont rarement représentés dans les communes Hors Mulhouse (17 commerces) du fait du périmètre Contrat de Ville très restreint qui y existe.

A contrario, les commerces des quartiers Contrat de Ville de Mulhouse représentent 26% des commerces de la commune.

Type de commerce	Nombre	Proportion	Ensemble des communes
Auto/Moto : Commerce et entretien	209	7,6	Ensemble des Communes
Autres commerces divers	45	1,6	Ensemble des Communes
Commerce équipement de la maison	236	8,6	Ensemble des Communes
Commerce équipement de la personne	274	9,9	Ensemble des Communes
Commerces alimentaires	271	9,8	Ensemble des Communes
Commerces culture, loisirs et sports	180	6,5	Ensemble des Communes
Commerces de gros	291	10,5	Ensemble des Communes
Commerces Santé beauté hygiène	107	3,9	Ensemble des Communes
Hotels et restaurants	571	20,7	Ensemble des Communes
Hypermarché	35	1,3	Ensemble des Communes
Services à caractère commercial	541	19,6	Ensemble des Communes

Type de commerce	Nombre	Proportion	Ensemble des Contrats de Ville
Auto/Moto : Commerce et entretien	36	6,8	Ensemble des Contrats de Ville
Autres commerces divers	13	2,5	Ensemble des Contrats de Ville
Commerce équipement de la maison	43	8,2	Ensemble des Contrats de Ville
Commerce équipement de la personne	35	6,7	Ensemble des Contrats de Ville
Commerces alimentaires	62	11,8	Ensemble des Contrats de Ville
Commerces culture, loisirs et sports	36	6,8	Ensemble des Contrats de Ville
Commerces de gros	62	11,8	Ensemble des Contrats de Ville
Commerces Santé beauté hygiène	17	3,2	Ensemble des Contrats de Ville
Hotels et restaurants	161	30,6	Ensemble des Contrats de Ville
Hypermarché	3	0,6	Ensemble des Contrats de Ville
Services à caractère commercial	58	11,0	Ensemble des Contrats de Ville

Source : Sirène, 2001 et 2003

En comparant les deux échelles d'étude, nous pouvons constater une forte concentration des commerces liés à la restauration dans les quartiers Contrat de ville. Ces derniers sont en majorité concentrés dans les quartiers Contrat de Ville de Mulhouse (Briand Franklin ainsi que Porte du Miroir).

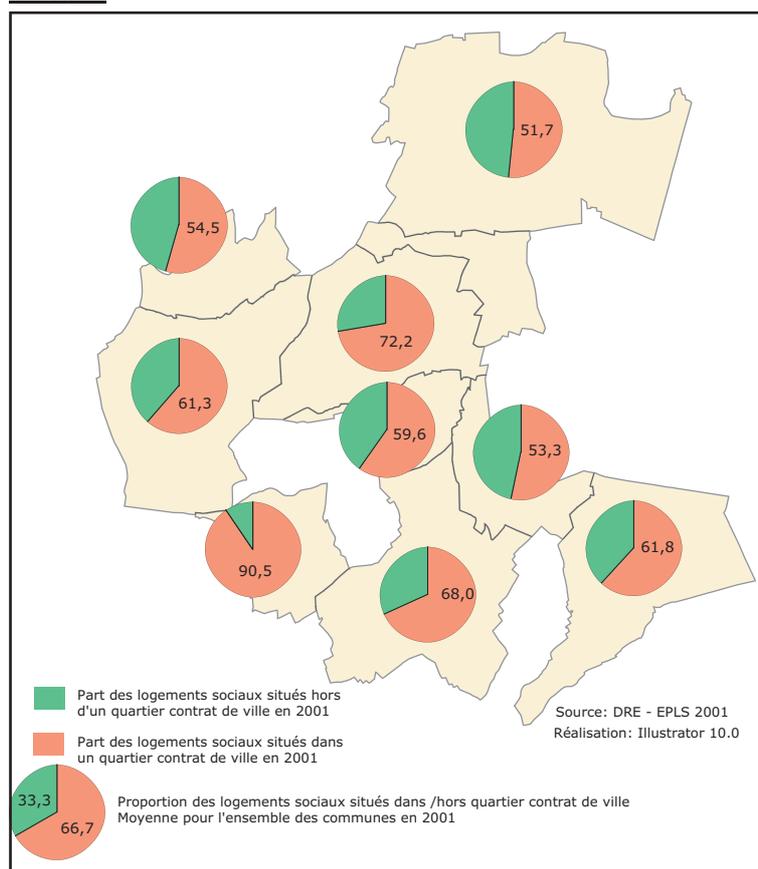
#### SYNTHESE:

- Augmentation du nombre d'établissements dans les communes et les quartiers Contrat de Ville entre 2001 et 2003.
- Différenciation au niveau des activités entre les quartiers Contrat de Ville et les Communes.
- Faible densité commerciale dans les quartiers Contrat de Ville.

# LE LOGEMENT SOCIAL DANS LES QUARTIERS ET COMMUNES DU CONTRAT DE VILLE

## La répartition des logements sociaux

Une tendance générale à la diffusion des logements locatifs sociaux hors des quartiers contrat de ville.



En 1999, 64% des logements locatifs sociaux (LLS) des communes du CDV (hormis Mulhouse) étaient situés dans un quartier prioritaire. En 2001, ce chiffre passait à 62%, soit une légère baisse dans la période considérée.

Commune	Nb de LLS dans la commune en 1999	Nb de LLS dans la commune en 2001	Nb de LLS dans les quartiers CDV en 1999	Nb de LLS dans les quartiers CDV en 2001	evolution du nb de logements sociaux situés dans les communes du CDV entre 1999 et 2001 (en %)	evolution du nb de logements sociaux situés dans les quartiers du CDV en 1999 et 2001 (en %)	evolution du nb de logements sociaux situés dans les quartiers horsCDV en 1999 et 2001 (en %)
ENSISHEIM	490	507	262	262	3,47	0,0	7,5
ILLZACH	768	798	457	425	3,91	-7,0	19,9
KINGERSHEIM	216	218	130	130	0,93	0,0	2,3
LUTTERBACH	327	325	296	294	-0,61	-0,7	0
RIXHEIM	589	586	320	362	-0,51	13,1	-16,7
STAFFELFELDEN	132	132	72	72	0,00	0,0	0
WITTELSHEIM	663	622	415	381	-6,18	-8,2	-2,8
WITTENHEIM	905	844	669	609	-6,74	-9,0	-0,4
<b>total</b>	<b>4090</b>	<b>4032</b>	<b>2621</b>	<b>2535</b>	<b>-1,42</b>	<b>-3,3</b>	<b>1,9</b>

Source: DRE, EPLS, 1999 et 2001

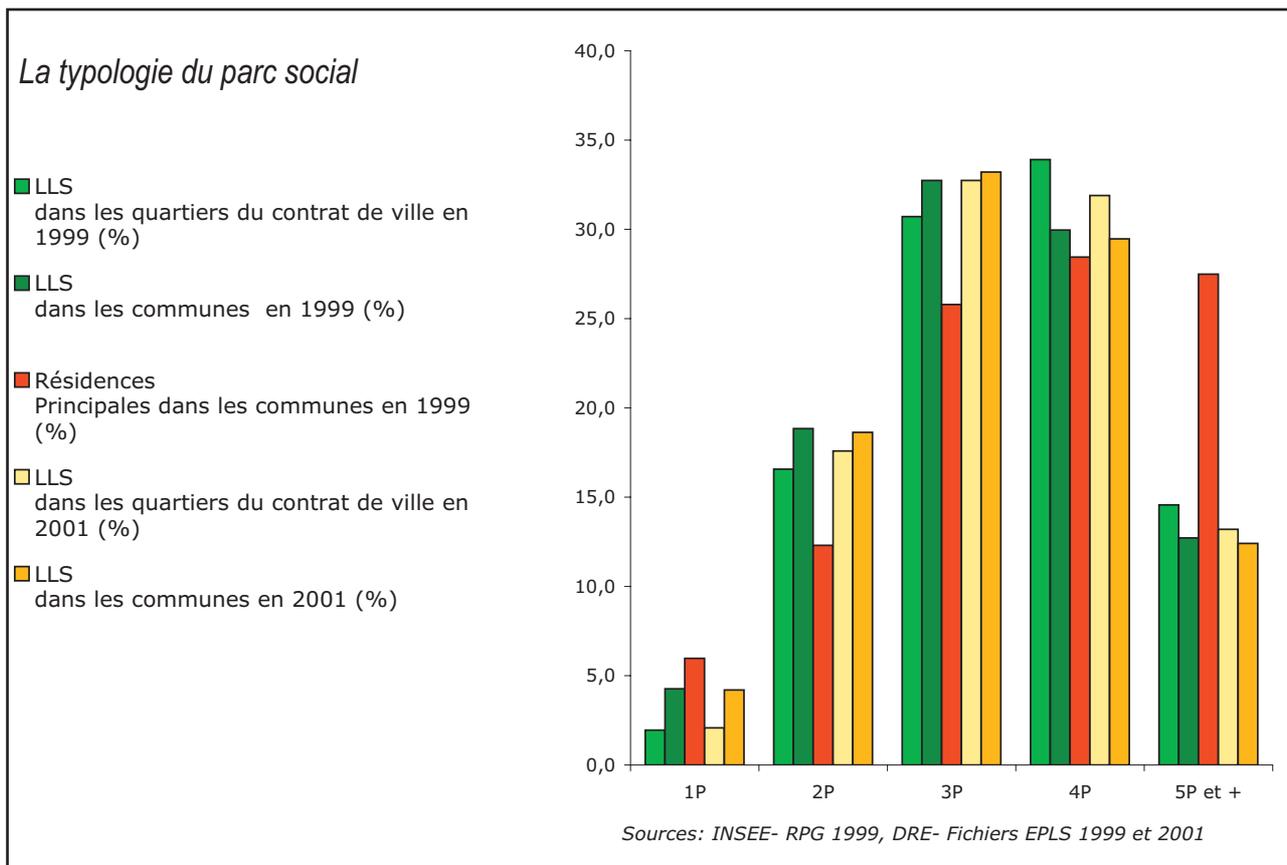
En revanche le nombre de LLS situés dans les quartiers prioritaires a diminué de 3,3%, tandis que le nombre de LLS situés hors des quartiers prioritaires a augmenté de 1,9%. On peut ainsi convenir qu'il y a une plus grande diffusion du logement social à l'extérieur des périmètres identifiés contrat de ville dans les communes en contrat de ville, hors Mulhouse.

## Contre-exemple le plus significatif : la ville de Mulhouse

La ville de Mulhouse connaît une évolution inverse : le nombre de LLS a connu une hausse de 2,7% entre 1999 et 2001. Le nombre de logements sociaux situés dans les quartiers contrat de ville a augmenté de 21,3%, et ceux situés hors du contrat de ville une diminution de près de 22%.

La ville centre se caractérise ainsi par une concentration des logements sociaux dans les quartiers déjà en difficulté.

## Les caractéristiques du parc social



Les caractéristiques du parc de logements sociaux ont très peu évolué entre 1999 et 2001. Il se manifeste par une faible proportion de logements d'1 pièce (2%) et par une majorité de 3 et 4 pièces (+ de 30%).

La typologie des logements locatifs sociaux des quartiers inscrits en contrat de ville est sensiblement identique à celle des logements sociaux situés hors des quartiers prioritaires.

L'examen des résidences principales indique que la proportion des 2P, 3P et 4P (respectivement 12, 26 et 28%) est sensiblement moins élevée en comparaison avec la part qu'occupent ces mêmes logements dans le parc social (respectivement 19, 33 et 30%). En revanche, le parc privé propose une offre de 1 et 5 pièces plus importante ce qui explique la plus forte proportion de résidences principales de 1 et 5 pièces.

## La vacance dans le parc social

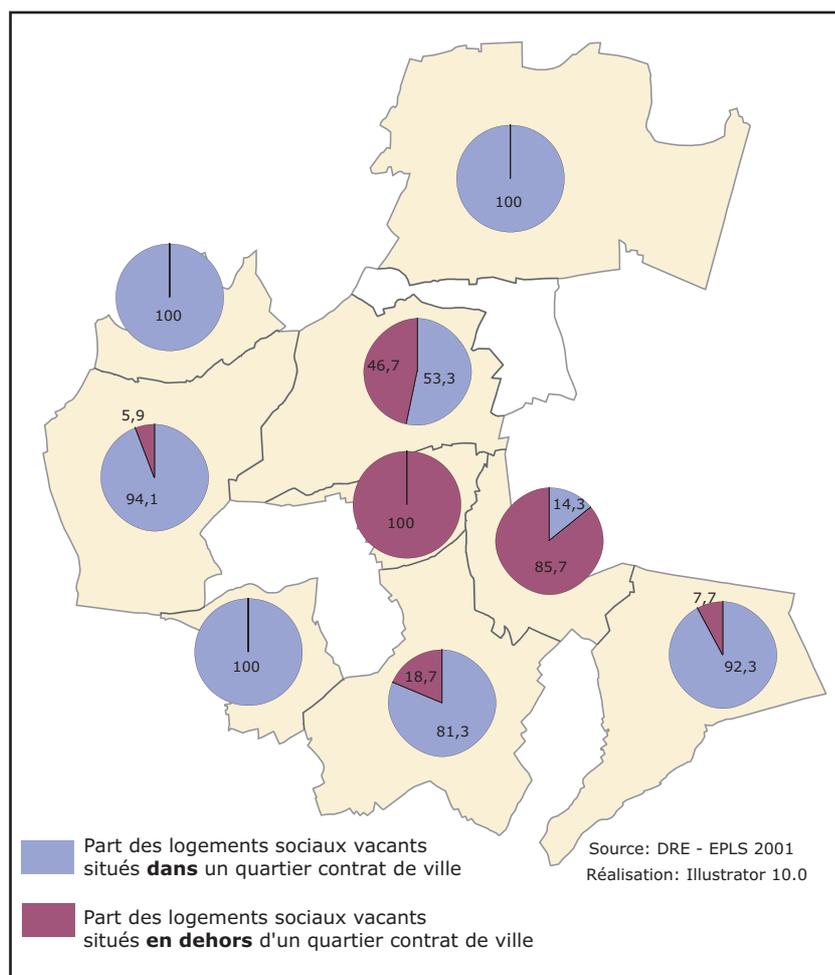
### Un faible taux de vacance dans les communes du CV...

La vacance des LLS dans les communes inscrites en contrat de ville est relativement faible et ne connaît pas d'évolution notable entre 1999 et 2001 : en effet, la proportion de logements vacants depuis plus de trois mois est restée égale à 1,6% en 1999 et 2001.

COMMUNES	Nb de LLS dans la commune en 1999	Nb de LLS dans la commune en 2001	% LLS vacants de plus de 3 mois en 1999	% LLS vacants de plus de 3 mois en 2001
ENSISHEIM	490	507	0,6	0,0
ILLZACH	768	798	0,3	0,1
KINGERSHEIM	216	218	0,5	0,5
LUTTERBACH	327	325	0,3	0,6
MULHOUSE	10919	11212	1,8	1,8
RIXHEIM	589	586	2,0	2,0
STAFFELFELDEN	132	132	3,0	3,8
WITTELSHEIM	663	622	2,0	0,8
WITTENHEIM	905	844	0,2	0,5
<b>total</b>	<b>15009</b>	<b>15244</b>	<b>1,6</b>	<b>1,6</b>

Source: DRE- Fichiers EPLS 1999 et 2001

### ...mais la quasi totalité des logements locatifs sociaux vacants sont situés dans un quartier CV



En 2001, 80% des LLS vacants se situaient dans un quartier contrat de ville. Ce chiffre atteignait déjà 74% en 1999.

Seule exception : Kingersheim où la totalité des LLS vacants sont situés hors contrat de ville.

#### Logements vacants

Selon la définition de l'INSEE comme de la DRE, il s'agit des logements sans occupants. Une partie d'entre eux sont disponibles à la vente ou à la location, qu'ils soient neufs ou anciens. D'autres sont des logements réservés par leur propriétaire et non encore occupés par leur nouveau titulaire, ou sans affectation définie ou encore destinés à disparaître.

## La production de logements locatifs sociaux

Avant toute explication statistique, il est essentiel de se formaliser sur les termes employés.

Ainsi, les différents types de financement du logement social sont explicités ci-contre.

### *Les différents types de financement du logements social*

#### Le PLUS (Prêt Locatif à Usage Social)

Il est le mécanisme de financement de droit commun du logement social. Depuis 2000, il remplace les 5 catégories de PLA. Le plafond de ressources est modulé et se caractérise par l'obligation d'héberger 30% de locataires dont le revenu est inférieur à deux tiers du plafond et en contrepartie, la possibilité d'accepter 10% de locataires au revenu supérieur à 25% de ce plafond.

#### Le PLAI (Prêt locatif Aidé d'Intégration)

Il s'agit d'une variante du PLUS, destinée aux ménages les plus modestes. Ces logements sont réservés à des personnes disposant de revenus inférieurs à 60% du plafond pris en compte pour l'attribution des logements sociaux.

#### Le PLS (Prêt locatif social)

Il a été créé en 2001 dans le souci de relancer l'offre locative intermédiaire. Ses plafonds sont égaux à ceux du PLUS, majorés de 50%.

#### La PALULOS (prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale)

Créée en 1998, il s'agit d'une subvention attribuée par l'Etat aux propriétaires de logements sociaux pour des travaux d'amélioration du confort ou de mise aux normes minimales d'habitabilité.

*Source: Rapports du CDH, Dictionnaire de l'habitat et du logement, 2003*

### Une production départementale fortement alimentée par les communes du CDV et principalement Mulhouse

	Total tous financements confondus (PLAI, PLUS, PLS)		
	DDE 68	communes en CV	part communes en CV (%)
1998	833	172	20,6
1999	482	175	36,3
2000	688	442	64,2
2001	736	256	34,8
2002	666	413	62,0
2003	825	505	61,2

*Source: Rapports du Préfet au CDH 1998 à 2003*

L'examen de la répartition du nombre de logements financés dans les communes du CDV et leur proportion par rapport au nombre de logements financés dans le département du Haut-Rhin, révèle une **concentration de la production des logements locatifs sociaux dans les communes du CDV.**

En effet, en 2002 comme en 2003, plus de 60% des financements accordés par la DDE 68 concernaient des opérations réalisées dans les communes du CDV. L'évolution est remarquable puisque dans les années 1998-1999, ce chiffre atteignait moins de 40%, signe d'une plus grande diffusion des programmes à l'échelle du département haut-rhinois.

	PLA/PLUS			PLAI/PLALM			PLS		
	DDE 68	communes en CV	part communes en CV (%)	DDE 68	communes en CV	part communes en CV (%)	DDE 68	communes en CV	part communes en CV (%)
1998	690	155	22,5	143	17	11,9	0	0	—
1999	304	71	23,4	178	104	58,4	0	0	—
2000	617	409	66,3	71	33	46,5	0	0	—
2001	571	98	17,2	79	76	96,2	86	82	95,3
2002	476	238	50,0	54	54	100,0	136	121	89,0
2003	600	404	67,3	20	16	80,0	205	85	41,5

Source: Rapports du Préfet au CDH 1998 à 2003

#### Au niveau des PLUS

Si les années 1998, 1999 et 2001 sont marquées par une diffusion des programmes PLUS en dehors des communes du CDV, 2002 et 2003 indiquent une concentration majeure d'opérations en PLUS dans les communes du CDV.

#### Au niveau des PLAI

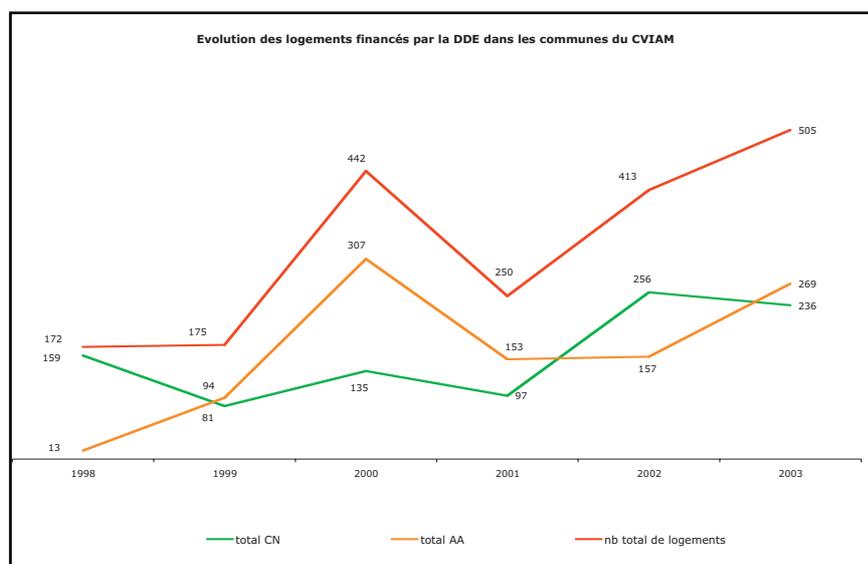
On note une progression dans la répartition des logements PLAI. Au départ minoritaire à l'échelle du département, la production de logements destinés aux ménages les plus modestes tend progressivement à s'agglomérer dans les communes du CDV jusqu'à atteindre 100% des logements financés à l'échelle du département en 2002. On assiste ainsi, à une spécialisation des communes voisines de Mulhouse dans le logement très social.

#### Au niveau des PLS

Ils font leur apparition en 2001 et sont quasi exclusivement réalisés dans les communes du CDV. Le bilan de l'année 2003 indique une tendance à une plus grande diffusion de ces programmes dans le département : leur part au sein des communes du CDV n'est plus majoritaire.

► Cette analyse tend à confirmer que les communes du CDV constituent à elles seules, le pôle locatif social majeur du département du Haut-Rhin.

### L'évolution de la production de logements sociaux dans les communes du CDV



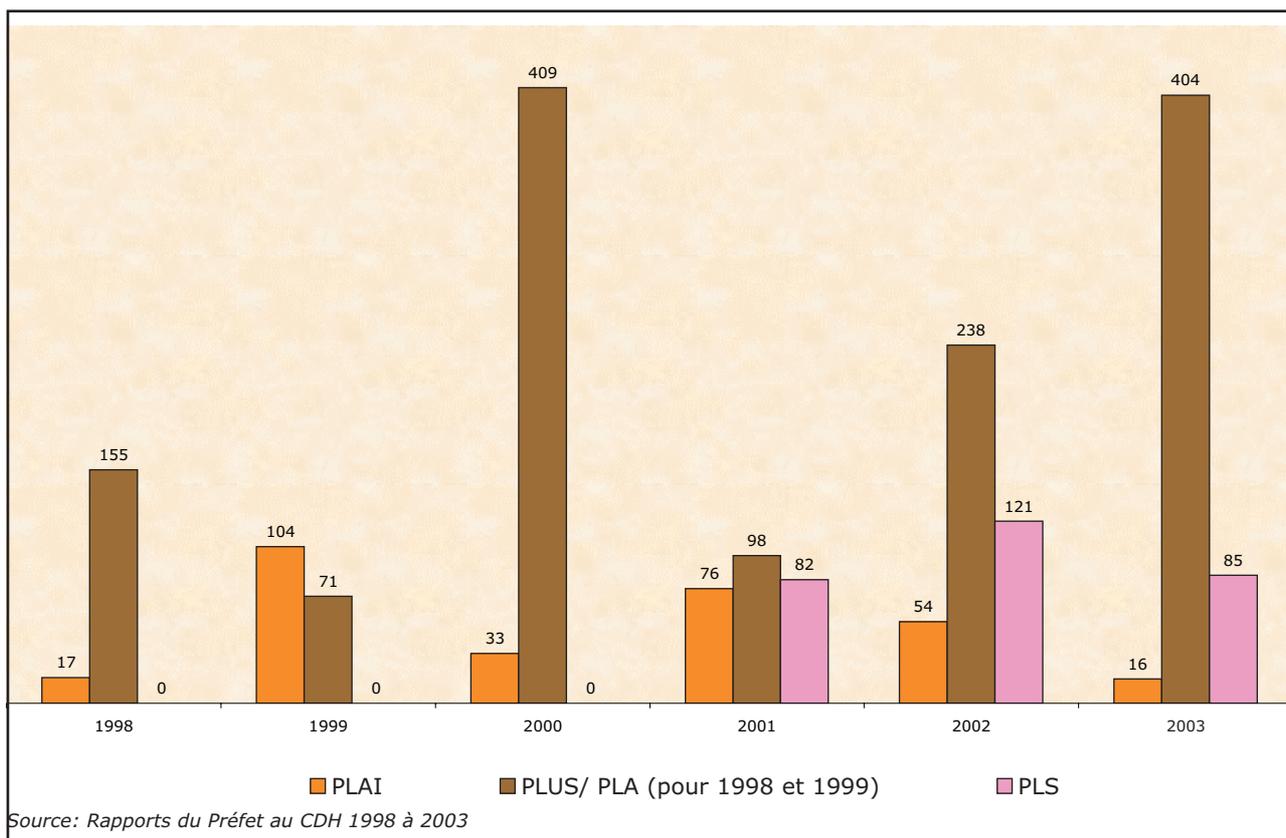
Source: Rapports du Préfet au CDH 1998 à 2003

Entre 1999 et 2001, le nombre total de logements financés est majoritairement alimenté par les opérations d'acquisition/amélioration.

La loi SRU du n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 contraint certaines communes à atteindre 20% de logements locatifs sociaux avant le 1er janvier 2002.

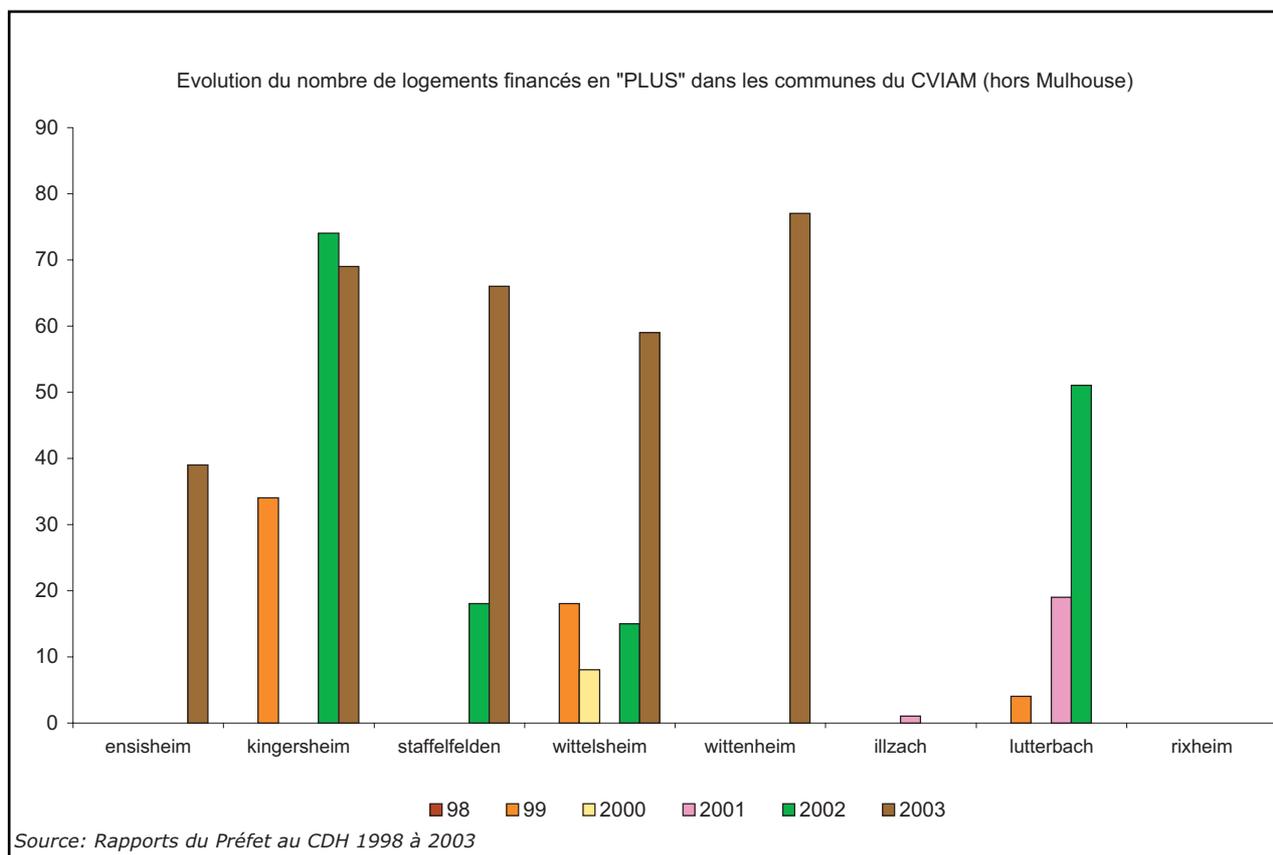
Cette nouvelle disposition réglementaire a eu pour effet d'accroître le rythme de production de logements sociaux.

## Des programmes PLUS majoritaires



Les opérations en PLUS sont majoritaires sur l'ensemble de la période considérée. Leurs fluctuations correspondent à la tendance générale du rythme de production de logements locatifs sociaux entre 1998 et 2003.

72% des logements produits entre 1998 et 2003 sont des PLUS.



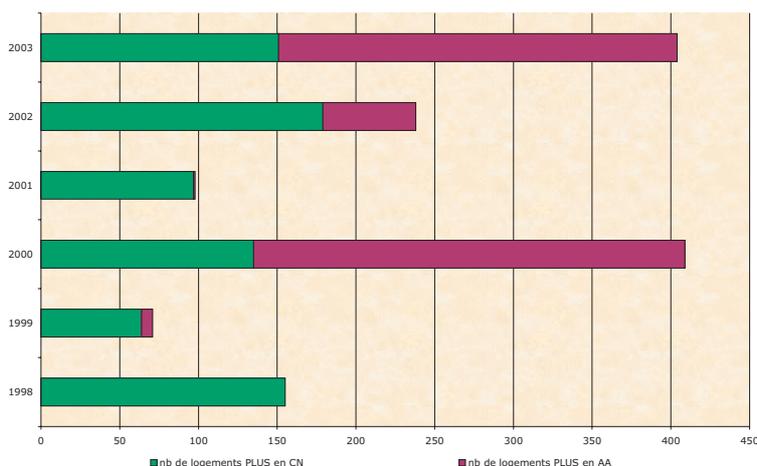
## Le poids déterminant de Mulhouse

Les années 2002 et 2003 marquent une évolution notable caractérisée par une plus large diffusion des programmes PLUS dans les autres communes du CDV. La part mulhousienne s'amointrit : moins de 35% des programmes PLUS y sont réalisés (contre encore 78% en 2001).

En revanche, Mulhouse concentre les extrêmes. Ainsi, plus de 90% des logements financés en « PLAI », de 1998 à 2003 sont localisés à Mulhouse. Il en va de même pour les programmes en PLS : en 2003, 68% d'entre eux sont financés à Mulhouse.

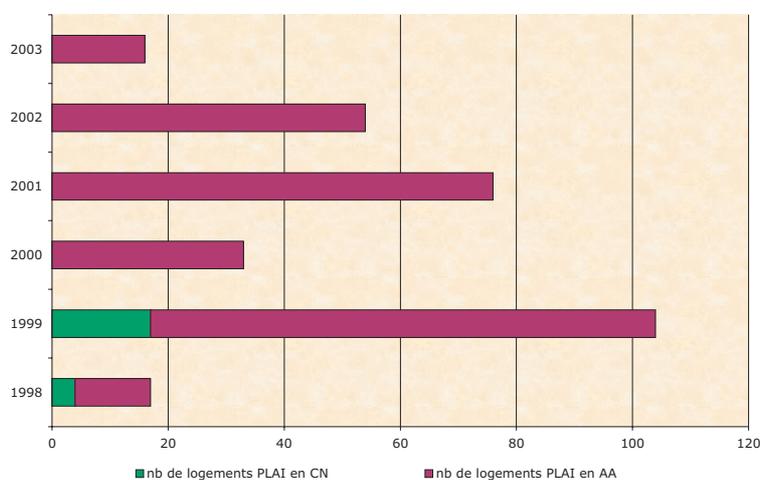
**Nous évoquions précédemment que les communes du CDV constituent à elles seules, le pôle locatif social majeur du département du Haut-Rhin. On peut à présent nuancer ce propos en ajoutant que la ville centre participe pour une très large part à cette tendance.**

## Des opérations majoritairement en Acquisition/Amélioration, une construction neuve réservée aux PLS



### Les programmes PLUS :

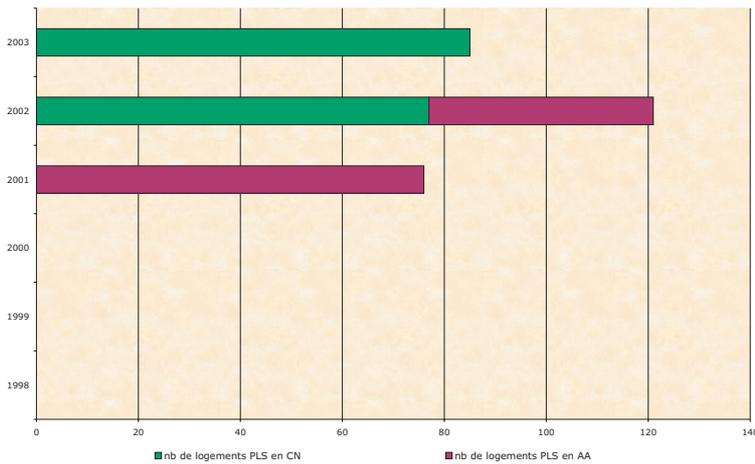
Des fluctuations importantes ont lieu dans la période observée, ce qui ne permet pas de réellement dégager une tendance générale. Les années 1998-1999-2001-2002 sont marquées par une forte propension de logements neufs. À l'inverse, on peut observer que le nombre de logements issus des acquisitions/améliorations est majoritaire les années 2000 et 2003.



### Les programmes PLAI :

Depuis 2000, la totalité de la production de PLAI se fait par des opérations d'acquisition/amélioration.

Source: Rapports du Préfet au CDH 1998 à 2003

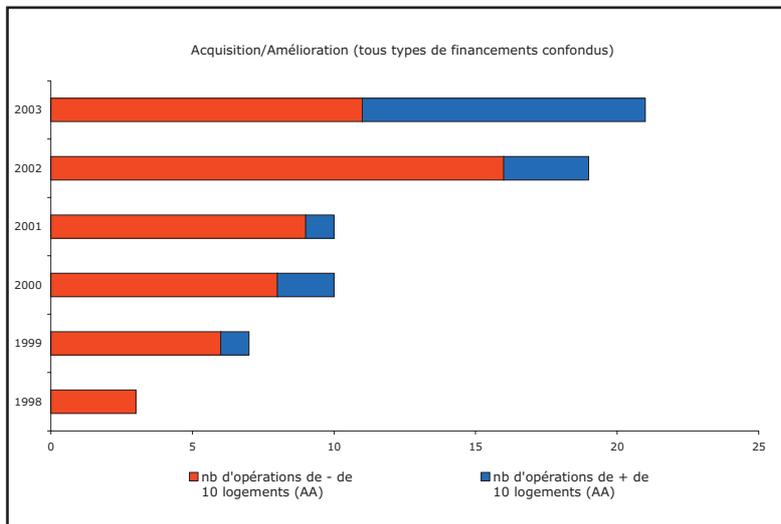


Source: Rapports du Préfet au CDH 1998 à 2003

### Les programmes PLS :

Si la première année de leur mise en œuvre a été marquée par une exclusivité de programmes en acquisition/amélioration, la construction neuve a largement pris le pas depuis lors.

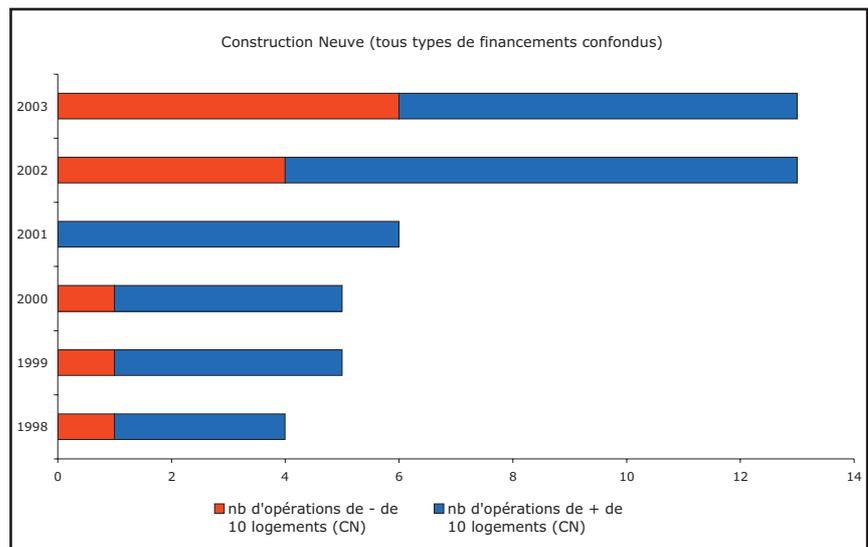
### Taille des opérations



Elles sont largement majoritaires pour les programmes en acquisition/amélioration où elles représentent 45 % des opérations financées (AA+CN) sur la période 1998-2003.

Ce fort taux de petites opérations est synonyme d'une diffusion des logements sociaux en AA sur le périmètre considéré.

En construction neuve, la tendance s'inverse : les programmes de moins de 10 logements sont minoritaires et ne représentent plus que 11% des opérations financées.



Les opérations de petite taille représentent celles de moins de 10 logements.

Source: Rapports du Préfet au CDH 1998 à 2003

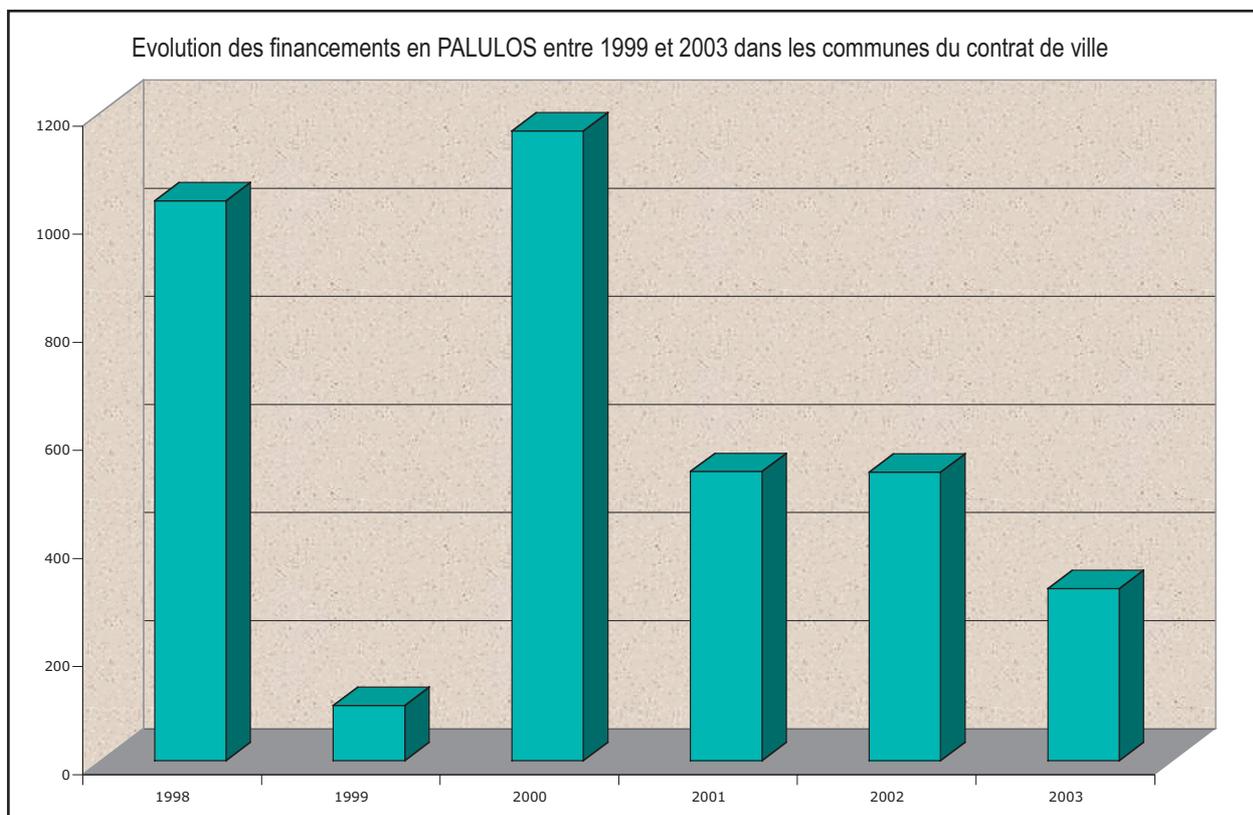
## Des opérations de réhabilitations en baisse et plus diffuses sur l'ensemble du département du Haut Rhin

	PALULOS		
	DDE 68	communes en CV	part communes en CV (%)
1998	1727	1036	60,0
1999	910	102	11,2
2000	2095	1165	55,6
2001	1110	535	48,2
2002	872	534	61,2
2003	1149	318	27,7

Si les financements PALULOS concernaient majoritairement les communes du CDV en 1998, 2000 et 2002, il n'en va pas de même pour 1999, 2001 et 2003.

A noter également que 79% des logements financés sur la période 1998-2003 sont des habitations mulhousiennes.

Source: Rapports du Préfet au CDH 1998 à 2003



Source: Rapports du Préfet au CDH 1998 à 2003

## L'évolution des opérations de démolition dans les communes du contrat de ville

COMMUNE	QUARTIER	1997	1999	2000	2002	2003	2004	RELOGEMENT	RECONSTITUTION DU PARC	
Mulhouse	coteaux				228			86% dans le quartier 10% à mulhouse 4% autre commune	90 sur mulhouse	
	wagner					235		en cours	156 sur site 108 sur mulhouse	
Wittelsheim	thur (tour bruche)	40						-		
	thur (tour moder)			40				59% dans le quartier 21% à wittelsheim 20% autre commune	30 sur la commune 6 sur site libéré	
Wittenheim	markstein(tour Markstein)		60					42% dans le quartier 41 % à wittenheim 17% autre commune	40 sur la commune	
	markstein	Une première démolition de 84 logements (sur 140) pourrait intervenir en 2006							en cours	
Staffelfelden	Home pers.âgées						59	en cours		
<b>TOTAL</b>		40	60	40	228	235	0			
<b>TOTAL GENERAL</b>		603								

Source: Rapports du Préfet au CDH 1998 à 2003

Les opérations de démolitions interviennent toutes dans des communes du CDV et plus exactement, dans les quartiers définis comme prioritaires. Les relogements liés à ces programmes s'effectuent dans leur grande majorité dans les quartiers où ont eu lieu les démolitions, qu'il s'agisse de logements appartenant au bailleur, à d'autres bailleurs, dans des logements neufs construits spécifiquement pour accueillir les familles relogées ou dans des habitations existantes.

### SYNTHESE :

- Plus grande diffusion des logements locatifs sociaux hors des quartiers Contrat de Ville entre 1999 et 2001 hormis à Mulhouse
- Parc locatif composé majoritairement de logements de 3 et 4 pièces
- Vacance faible mais concentrée dans les quartiers en Contrat de Ville
- Production départementale de logements locatifs sociaux largement alimentée par les communes du Contrat de Ville
- Opérations de réhabilitation essentiellement mulhousiennes

## LA SECURITE

La mise à jour des indicateurs utilisés lors du diagnostic initial, n'a été réalisable que partiellement.

En effet, en 1999, l'AURM disposait de statistiques relatives à la délinquance et à la criminalité pour la majeure partie des communes composant la Région Mulhousienne.

Depuis lors, certaines communes inscrites en 1999 en zone police, sont passées en zone gendarmerie. Or, le service central de gendarmerie ne fournit plus aujourd'hui, que des données pour les entités administratives que sont les départements et les régions.

Ainsi, les seules données mobilisables à ce jour, concernent la circonscription de sécurité publique de Mulhouse et celle de Wittenheim.

### Une diminution des faits de délinquance générale et violences urbaines dans les circonscriptions de Mulhouse et Wittenheim.

La modification des communes composant la circonscription de Wittenheim, rend l'analyse des données moins pertinente puisque les comparaisons ne portent que sur les années 2002 et 2003.

Circonscription de Mulhouse : regroupe les communes de Mulhouse, Pfastatt, Bunstatt et Riedisheim

Circonscription de Wittenheim : depuis octobre 2001, elle regroupe les communes de Wittenheim et Kingersheim. Auparavant, la circonscription regroupait les communes de Wittenheim et Wittelsheim. Cette dernière est à présent en zone gendarmerie.

#### La délinquance générale

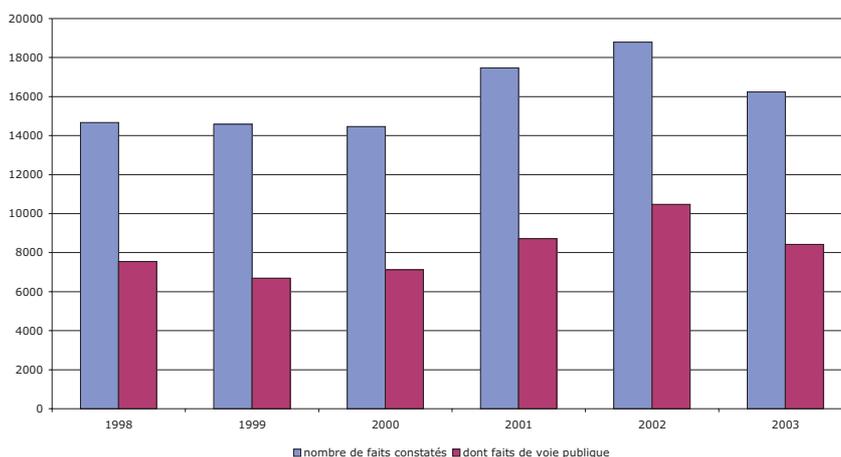
Le nombre de faits constatés a diminué sensiblement dans les circonscriptions de Mulhouse et Wittenheim. Ainsi, l'évolution des faits constatés était de -5,4% entre 1998 et 2000 et -14,1% entre 2002 et 2003 pour la circonscription de Wittenheim. Pour Mulhouse, cette diminution atteint -1,4% entre 1998 et 2000, et -13,6% entre 2002 et 2003.

Les statistiques du ministère de l'intérieur classent Mulhouse 10ème ville parmi les 47 villes de plus de 100 000 habitants pour l'efficacité de sa police. Le taux d'élucidation des affaires y était de 27,8% en 2003, chiffre supérieur à la moyenne nationale qui n'atteignait que 25%. La ville de Wittenheim connaît la meilleure évolution du département en passant de 35% à 46,9%.

#### Définitions

- La **délinquance générale** regroupe tous les faits de délinquance
- La **délinquance de voie publique**, comprise dans la délinquance générale, regroupe 8 catégories: vols à main armée, vols avec violences, cambriolages, vols à la tire, vols d'automobiles, vols de deux roues motorisés, vols à la roulotte, dégradations volontaires.
- **Taux de délinquance** = Nombre de faits constatés pour 1000 habitants

Evolution du nombre de faits constatés dans la circonscription de Sécurité Publique de Mulhouse



Source: CLS Mulhouse

Toutefois, même s'il a fortement baissé depuis l'année 2002, le taux de délinquance pour la circonscription de Mulhouse atteint encore 117,5‰ en 2003. Celui de Wittenheim, 49,96‰ pour la même année, alors que la moyenne nationale avoisine 60‰.

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	Evolution 98-2000	Evolution 2002-2003
Circonscription de Wittenheim	taux de délinquance	47,9‰	42,2‰	44,2‰	48,3‰	58,1‰	49,96‰	
	nombre de faits constatés	1188	1074	1124	1229	1584	1360	-5,4
	<i>dt faits de voie publique</i>	765	693	620	582	828	568	-19,0
	nombre de faits élucidés	421	375	419	497	554	638	-0,5
	% du nb de faits élucidés dans les faits constatés	35,4	34,9	37,3	40,4	35,0	46,9	
	% mineurs mis en cause	nc	nc	nc	nc	21,9	27,7	
Circonscription de Mulhouse	taux de délinquance	110‰	105‰	112‰	126‰	136,1‰	117,5‰	
	nombre de faits constatés	14663	14571	14463	17464	18788	16228	-1,4
	<i>dt faits de voie publique</i>	7539	6690	7111	8709	10475	8414	-5,7
	nombre de faits élucidés	nc	nc	nc	nc	4504	4514	0,2
	% du nb de faits élucidés dans les faits constatés	nc	nc	nc	nc	24,0	27,8	
	% mineurs dans le nb de mis en cause	nc	nc	nc	25	25,9	24,9	
Délinquance globale dans le Haut Rhin								
nombre de faits constatés	23502	23714	24419	27236	nc	nc		

Source: CLS Mulhouse, CLS Bassin Potassique, Commissariat de Police de Wittenheim

Nombre de faits constatés par quartiers mulhousiens en 2001	nb d'habitants	nb de faits	tx délinquance (‰)	part dans total de la délinquance de la circonscription de mulhouse (en %)
	Briand Franklin	4747	432	91,0
Bourtwiller	13429	649	48,3	3,7
Brustlein	4378	355	81,1	2
<b>Centre Historique</b>	<b>5027</b>	<b>2584</b>	<b>514,0</b>	<b>15</b>
Cité	6325	330	52,2	2
Coteaux	9936	620	62,4	3,5
Daguerre	5647	673	119,2	3,8
Doller	5017	428	85,3	2,4
Dornach	5691	660	116,0	3,8
Drouot	5027	368	73,2	2,1
Fonderie	4625	638	137,9	3,6
Fridolin	5046	991	196,4	5,7
Haut Poirier	5155	770	149,4	4,4
Nordfeld	7300	1014	138,9	5,8
Europe Nouveau Bassin	7496	1352	180,4	7,7
Reeberg	8439	620	73,5	3,5
wolf wagner	7274	1931	265,5	11
<b>TOTAL</b>	<b>110559</b>	<b>14415</b>	<b>130,4</b>	<b>82,5</b>

Source: CLS de Mulhouse

Les quartiers mulhousiens les plus exposés en 2001, étaient le centre historique (où le taux de délinquance atteignait 514‰) ainsi que le quartier Wolf/Wagner (où le taux approchait les 266‰).

### Les violences urbaines

Les **violences urbaines** sont composées des incendies de véhicules, dégradations et agressions contre les services de police ou sapeurs pompiers et les dégradations contre les transports en commun

A l'image des chiffres concernant l'évolution de la délinquance générale, les violences urbaines ont diminué de 31,73% entre 2002 et 2003 dans la circonscription de Mulhouse et de 53,34% dans la circonscription de Wittenheim.

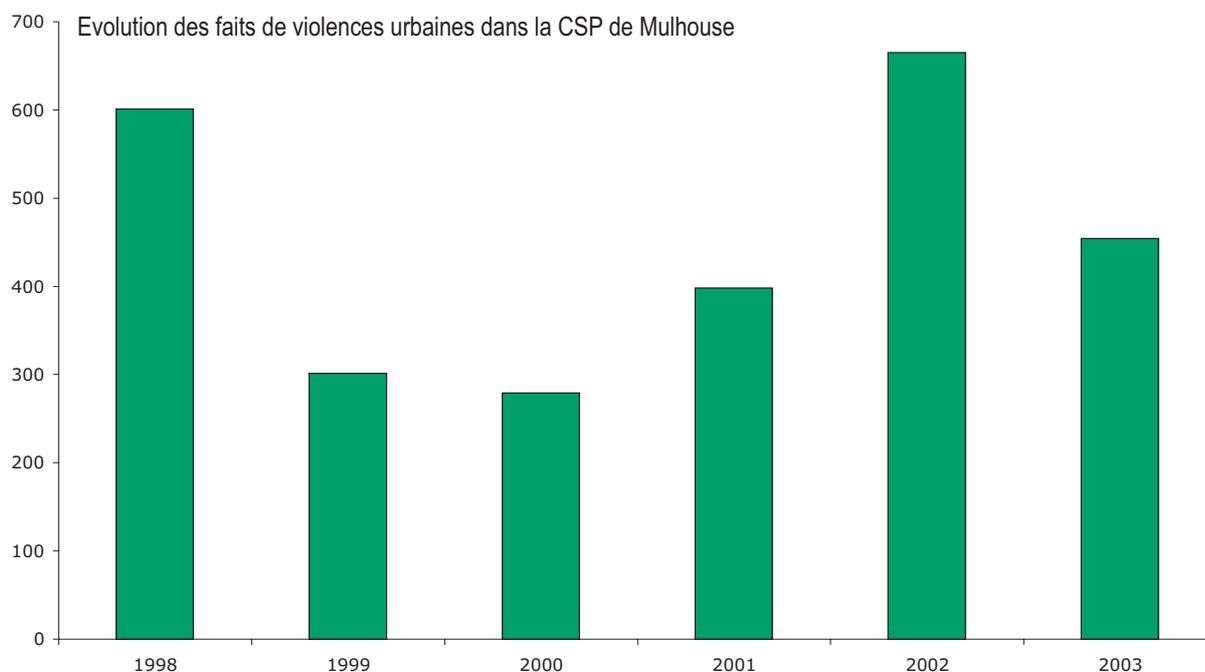
Cette évolution est due pour une large part à la forte réduction des incendies de voiture sur cette période (-44,83% pour Mulhouse, - 66,67% pour Wittenheim).

A noter que pour la circonscription de Mulhouse, plus de la majorité des faits de violences urbaines depuis 1999, concernent les incendies de voitures.

Faits de violences urbaines

		1998	1999	2000	2001	2002	2003
CSP MULHOUSE	Nb de faits	601	301	279	398	665	454
	dont incendies de voitures	199	154	165	271	502	277
CSP Wittenheim	Nb de faits					120	56
	dont incendies de voitures					36	12

Source: CLS Mulhouse, CLS Bassin Potassique, Commissariat de Police de Wittenheim

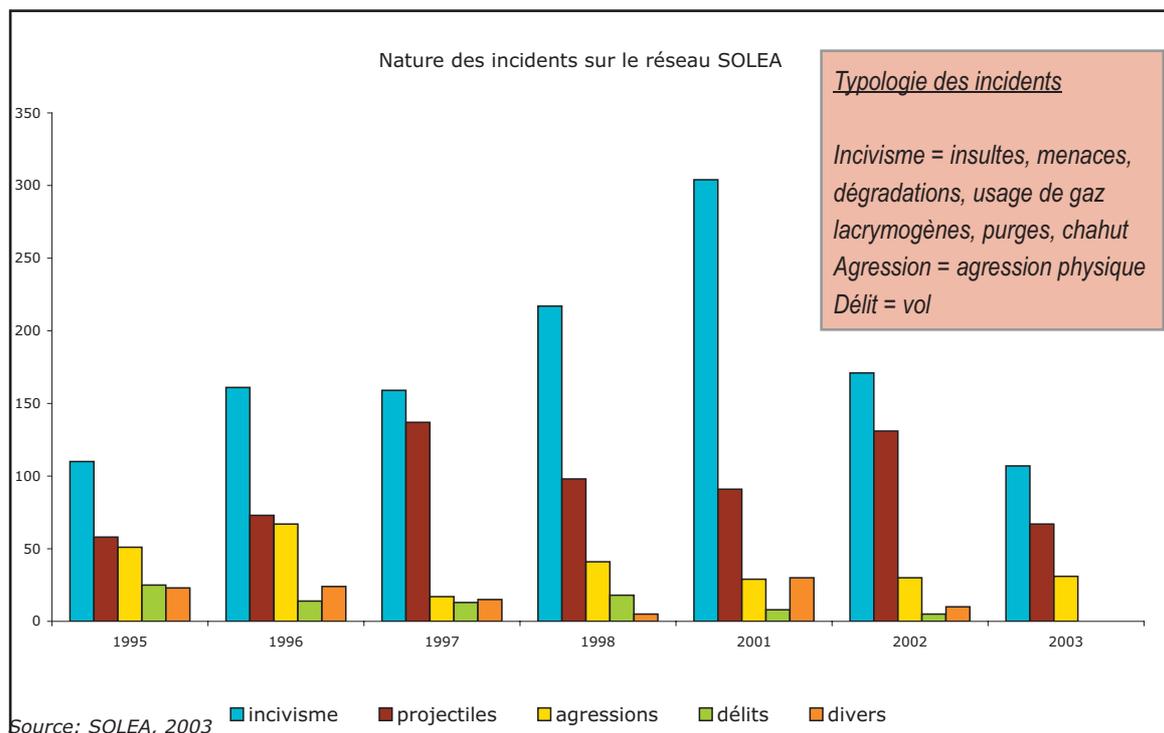


Malgré une amélioration des chiffres et la réduction du nombre de faits, le sentiment d'insécurité persiste

Très peu de données renseignent sur le sentiment d'insécurité dans les communes ou quartiers du CDV. Seul un entretien avec un représentant de police de la circonscription de Wittenheim a permis de mettre en évidence que le sentiment d'insécurité varie en dents de scie et est revivifié au moindre petit débordement.

## La sécurité dans les transports en commun

### Une forte réduction des incidents sur le réseau de bus SOLEA



Même s'ils représentent encore le plus grand nombre des incidents en 2003, les faits d'incivisme ont diminué de moitié sur l'ensemble du réseau depuis 2001.

Le nombre d'incidents sur le réseau a diminué de 46 % entre 1998 et 2003

### ... confirmée par les données sectorielles

	2001	2002	2003	Evolution 2001-2003
1 Bourzwiller	56	59	28	-50
2 Doller	11	4	3	-73
3 Wolf / Wagner	39	19	10	-74
4 Bassin-Nordfeld	51	35	17	-67
5 Fridolin-Franklin	14	11	4	-71
6 Cité-Briand	21	10	11	-48
7 Brustlein	39	18	24	-38
8 Dornach	10	4	3	-70
9 Daguerre	8	2	8	0
10 Vauban-Neppert	6	5	10	67
11 Centre historique	17	16	5	-71
12 Drouôt-Barb	40	23	10	-75
13 Rebberg	8	1	2	-75
14 Fonderie	0	4	3	
15 Haut-poirier	10	14	8	-20
16 Côteaux	36	36	16	-56
19 Kingersheim	7	11	6	-14
20 Wittenheim	18	12	3	-83
24 Wittelsheim	1	2	1	0
25 Pulversheim	1	0	3	200
29 Ruelisheim	1	2	1	0
18 Illzach-Modenheim	34	34	11	-68
21 Riedisheim	5	1	1	-80
22 Ile Napol	3	2	4	33
23 Sausheim	1	4	1	0
26 Lutterbach	5	5	0	-100
27 Pfstatt	9	10	5	-44
28 Brunstatt	9	2	4	-56
30 Didenheim	2	1	2	0
<b>TOTAL</b>	<b>462</b>	<b>347</b>	<b>204</b>	<b>-56</b>
Total communes/quartiers CDV	262	224	104	-60

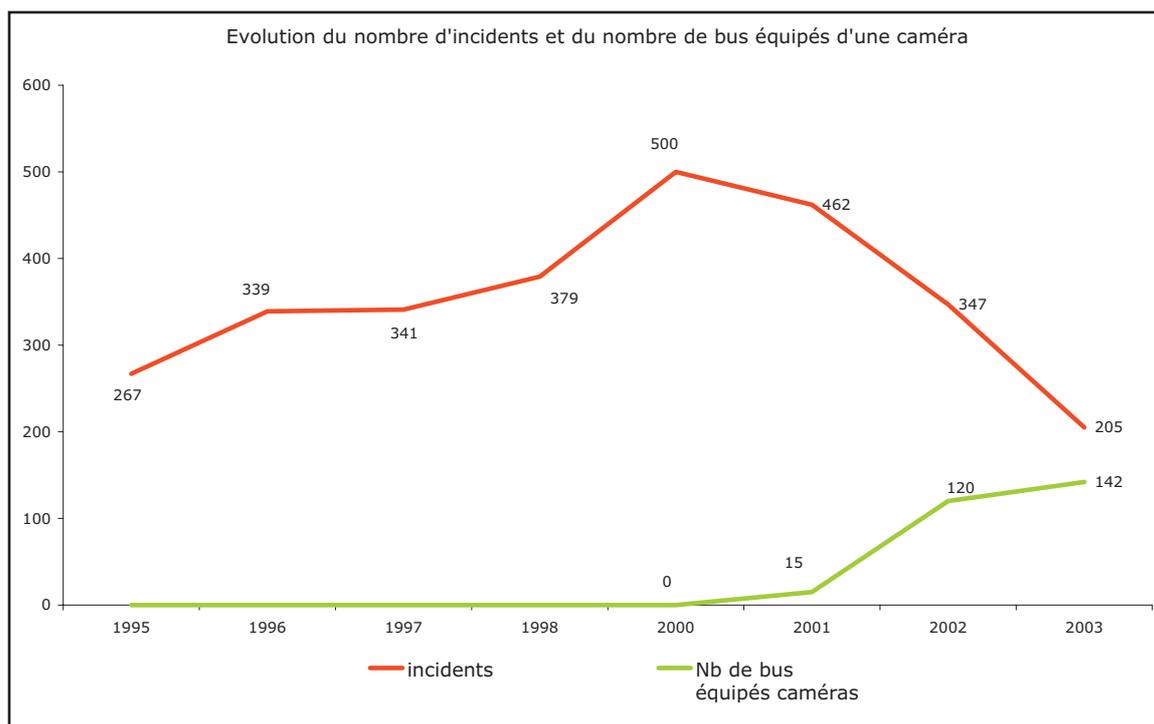
Source: SOLEA, 2003

Seuls les secteurs Vauban-Neppert et Ile Napoléon, enregistrent une hausse du nombre d'incidents entre 2001 et 2003, respectivement de 67 et 33%.

#### SOLEA en chiffres:

- 149 bus
- 217 965 habitants qui disposent du service
- 17 communes desservies
- 6 des 9 communes du CDV desservies soit: Mulhouse, Illzach, Kingersheim, Lutterbach, Rixheim et Wittenheim

## La diminution des incidents , fortement corrélée à l'équipement des bus en caméras de surveillance



Source: SOLEA, 2003

En 2001, 500 incidents étaient dénombrés sur le réseau SOLEA alors qu'aucun bus n'était équipé en caméra de surveillance. On observe qu'au fur et à mesure de l'équipement de bus en dispositifs de surveillance, le nombre d'incidents diminue. Ainsi entre 2001 et 2003, on note une réduction de 50% des incidents sur le réseau, correspondant à l'équipement quasi total des bus en vidéo surveillance.

## La sécurité en milieu scolaire

A partir des données fournies par l'Inspection Académique du Haut Rhin, pour les années scolaires 2001/2002 et 2002/2003, nous avons tenté de dégager des tendances concernant la sécurité à l'école. Les indicateurs utilisés sont le nombre d'infractions signalées ainsi que le type d'établissement où elles ont été commises.

### Une situation globale différenciée

Si pour la ville de Mulhouse, le nombre de faits constatés tous établissements confondus a diminué de 15% entre les années scolaires 2001-2002 et 2002-2003, il n'en va pas de même dans les communes du bassin potassique où le nombre d'incidents a augmenté de 19,5% sur la même période.

En 2002/2003, 30 % du total départemental des infractions en milieu scolaire ont été commises dans les établissements mulhousiens.  
Ce taux passe à 15% pour les communes du bassin potassique

### Des évolutions contrastées au sein des collèges et lycées

Pour Mulhouse comme pour les communes du bassin potassique, la grande majorité des incidents ont lieu dans les collèges (à hauteur de 50% à Mulhouse et 72% dans les communes du bassin potassique).

La réduction des incidents à Mulhouse peut s'expliquer par une baisse importante du nombre de faits dans les collèges et lycées (respectivement -20 et -32 %). Ce qui n'est pas le cas pour les communes du bassin potassique : en effet, l'augmentation du nombre global d'incidents est alimenté par une hausse des infractions commises dans les lycées (+2,8%) et notamment dans les collèges (+ 57,9%).

## Une augmentation des incidents dans les établissements du 1er degré

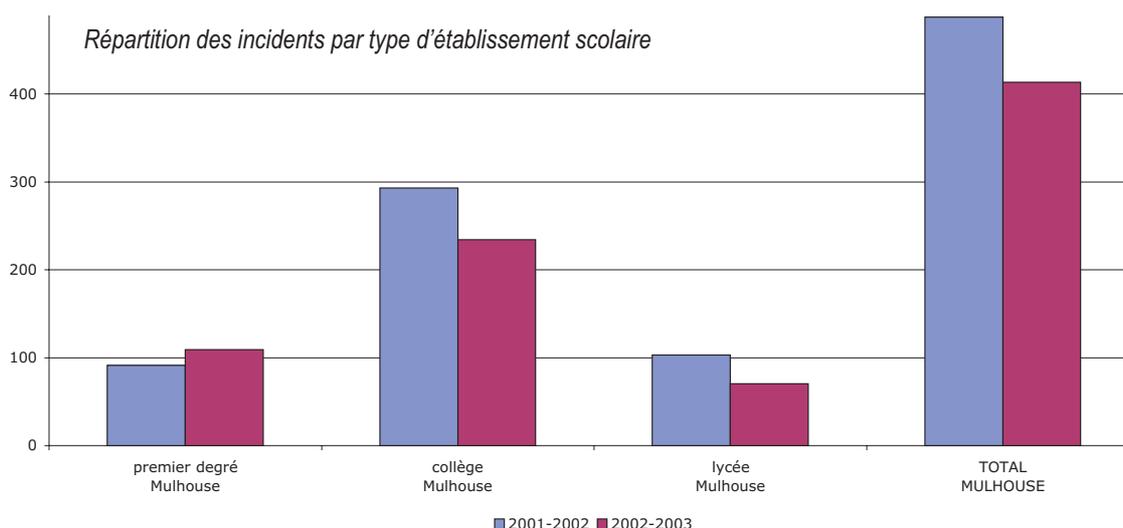
La délinquance scolaire touche un public plus jeune encore : on note une hausse de presque 20% des faits constatés dans les écoles du 1er degré à Mulhouse et de 200% dans les écoles du 1er degré des communes du bassin potassique.

Répartition des incidents par type d'établissement scolaire

		2001-2002	2002-2003	Evolution en %
Mulhouse	premier degré	91	109	19,8
Mulhouse	collège	293	234	-20,1
Mulhouse	lycée	103	70	-32
MULHOUSE	TOTAL	487	413	-15,2
<hr/>				
Communes BP	premier degré	9	27	200
Communes BP	collège	141	145	2,8
Communes BP	lycée	19	30	57,9
Communes BP	TOTAL	169	202	19,5
<hr/>				
Mulhouse + BP	premier degré	100	136	36
Mulhouse + BP	collège	434	379	-12,7
Mulhouse + BP	lycée	122	100	-18
Mulhouse + BP	TOTAL	656	615	-6,25

Source: Inspection Académique du Haut Rhin, 2003

Ces évolutions doivent cependant prendre en compte la mise en place du logiciel SIGNA de recensement des actes de délinquance, à la rentrée 2001 dans les établissements scolaires. Cette systématisation peut être plus tardive et peut expliquer les écarts entre 2001 et 2003 sur le périmètre du Bassin Potassique.



### SYNTHESE :

- Depuis 2002, réduction de la délinquance générale et des violences urbaines pour les circonscriptions de Mulhouse et Wittenheim, mais un sentiment d'insécurité persistant et revivifié au moindre incident
- Forte diminution des incidents sur le réseau de transports urbains SOLEA liée à l'équipement des bus en dispositifs de surveillance
- Délinquance scolaire en hausse dans les établissements situés dans les communes du bassin potassique, en baisse dans les établissements mulhousiens
- Augmentation inquiétante des incidents dans les établissements du 1er degré dans les communes du Bassin Potassique comme à Mulhouse

## L'EDUCATION

Le volet " éducation " du " diagnostic se basait essentiellement sur les données des collèges à partir de la typologie des collèges Haut-Rhinois, mis à notre disposition par l'Inspection académique.

En 2003, nous avons pu réactualiser l'analyse et la compléter avec des informations complémentaires (voir plus bas) mobilisées par les services de l'Inspection Académique, qui a également fourni un appui à l'analyse.

Avant de présenter plus les évolutions constatées entre 1999 (date du diagnostic) et 2003, il faut signaler que les actions du Contrat de ville concernant la réussite scolaire sont multiples et variées selon les communes tant par leur objectif (apprentissage de la lecture, accès spectacle vivant, citoyenneté, etc...) et peuvent concerner selon le type d'action : un ensemble de classe ou seulement quelques élèves.

Il est difficile dans ces conditions d'établir globalement un lien précis entre des actions du contrat de ville et une évolution positive des chances de réussir un parcours scolaire.

Il faut donc considérer, qu'à travers les actions du Contrat de ville, un intérêt particulier est porté aux enfants et aux jeunes (pas seulement dans un cadre scolaire) et que l'amélioration de l'environnement social, économique, scolaire, devrait à moyen et long terme, favoriser l'accès à la formation et la réussite d'un parcours scolaire.

### Les collèges du contrat de ville par rapport au département

En 1999, l'examen global de la typologie des collèges du département montrait la forte concentration de difficultés tant sur le plan social que sur le plan des résultats scolaires.

Le cumul des rangs obtenu en totalisant le rang de classement de chaque indicateur permet d'exprimer le rang de chaque collège qui décroît selon l'importance des difficultés rencontrées. (un rang faible relate des difficultés importantes)

Le classement selon la somme des rangs s'établissait pour les collèges du Haut-Rhin 1999 de 19 à 260.

En 2002, la disparité est de 21 à 256, soit une stabilité des écarts entre le collège le plus favorisé et celui présentant le niveau maximum de difficultés.

- Une amélioration de la position dans le classement départemental pour 8 établissements du Contrat de Ville

En comparant le classement effectué à partir de la somme des rangs, on constate que sur les 53 collèges (déjà présents en 1999), 27 ont vu leur rang amélioré (la somme des rangs est supérieure, donc la place dans le classement est plus favorable et se rapproche du meilleur indice).

A l'échelle du Contrat de Ville, près de la moitié des collèges a vu son rang amélioré (donc une réduction des difficultés) : il reste toutefois 9

Rappel :

Les périmètres de l'éducation prioritaire n'ont pas évolué. 5 ZEP sont présentes dans le territoire couvert par le Contrat de ville : ce qui représente un peu moins d'un tiers des élèves.

Bien que situé dans les communes du contrat de ville, certains établissements recrutent des élèves en dehors du périmètre du contrat de ville. Ce critère devra être pris en compte lors de l'interprétation des données.

#### Typologie des collèges du Haut-Rhin

Elle présente pour chaque établissement, un indice calculé à partir :

- d'indicateurs " socio-culturels " (élèves issus de familles de 4 enfants et plus / élèves issus de familles " CSP " défavorisées)

- D'indicateurs scolaires (élèves ayant une réussite inférieure ou égale à 40% des items en math et en français au test de 6<sup>e</sup>/ élèves ayant un an de retard ou plus à l'entrée en 6<sup>e</sup>)

Pour chacun de ces critères, les établissements se voient attribuer un rang, et la somme de ces rangs détermine l'importance des facteurs défavorables. (Plus la somme obtenue est faible, plus les difficultés sont élevées). Cette somme fait ensuite l'objet d'un classement de chaque établissement de 1 à 53 (53 correspondant au nombre de collèges classés).

établissements qui ont connu une régression dans le classement des collèges Haut-Rhinois.

• Toutefois les collèges du contrat de ville restent dans la partie inférieure du tableau

En prenant en compte le classement des collèges du département (rang 1 à 53) on constate que seuls 4 étaient situés dans la partie supérieure du classement en 1999 et qu'ils ne sont plus que 2 à atteindre la moyenne (fixée à 26 sur 53) en 2002. Cette donnée qui reste une information de cadrage sera précisée plus bas avec un examen plus détaillé des indices et des résultats scolaires.

La prise en compte de la somme des rangs met en évidence des difficultés importante pour ces collèges.

Rappel : moins la somme est élevée plus la difficulté est présente.

L'augmentation de la somme des rangs a pour conséquence une modification dans le classement départemental.

Evolution des degrés de difficulté

Communes	Numéro Collège	SOMME 1999	SOMME 2002	Evolution
Mulhouse	1	19	31	+
Mulhouse	2	19	21	+
Mulhouse	3	25	26	+
Mulhouse	4	32	30	-
Mulhouse	5	40	57	+
Wittelsheim	1	42	55	+
Wittenheim	1	47	140	+
Illzach	1	65	71	+
Illzach	2	84	69	-
Wittenheim	2	94	123	+
Wittelsheim	2	116	126	+
Ensisheim	1	122	138	+
Kingersheim	1	129	126	-
Mulhouse	6	142	70	-
Rixheim	1	171	173	+
Mulhouse	7	174	59	-
Lutterbach	1	201	141	-

Source: Inspection académique, 1999 et 2002

Evolution du rang (sur les 53 établissements haut-rhinois) entre 1999 et 2002

Communes	Collèges	1999	2002	Evolution
Mulhouse	1	1	4	+
Mulhouse	2	2	1	-
Mulhouse	3	4	2	-
Mulhouse	4	5	3	-
Mulhouse	5	6	7	+
Wittelsheim	1	7	6	-
Wittenheim	1	9	26	+
Illzach	1	10	12	+
Illzach	2	12	10	-
Wittenheim	2	14	18	+
Wittelsheim	2	18	21	+
Ensisheim	1	20	24	+
Kingersheim	1	23	20	-
Mulhouse	6	27	11	-
Rixheim	1	38	42	+
Mulhouse	7	39	9	-
Lutterbach	1	46	27	-

Source: Inspection académique, 1999 et 2002

Afin de ne pas porter préjudice aux collèges en difficulté, nous avons choisi de ne pas indiquer le nom des collèges. Ces derniers sont remplacés par des numéros garantissant ainsi leur anonymat.

Remarques :

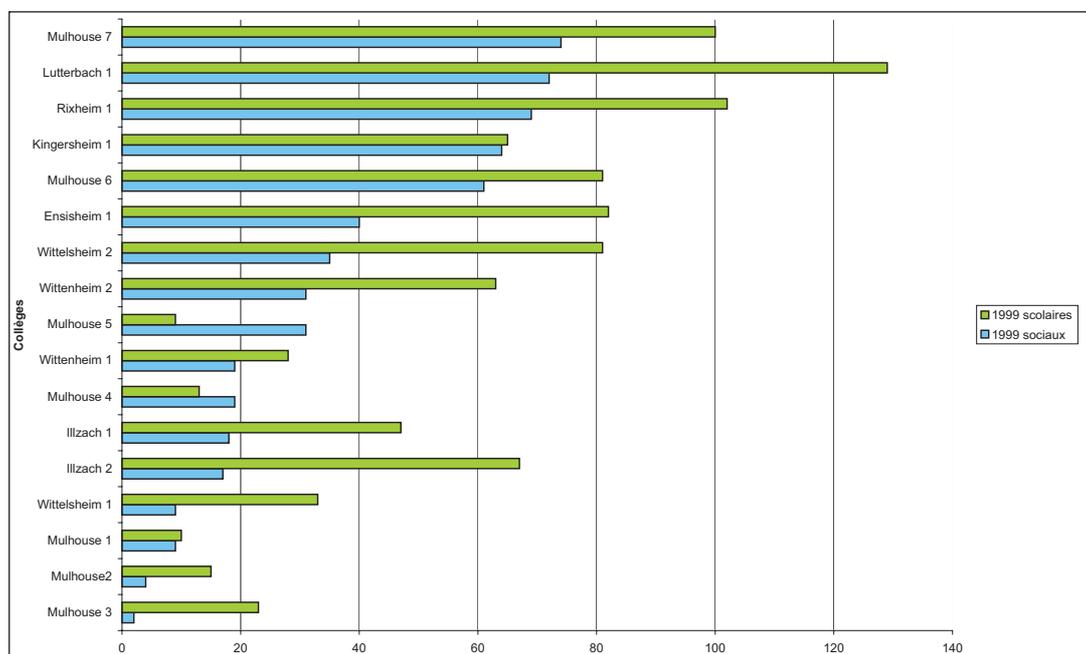
Les évolutions constatées peuvent être dans certains cas imputables à des facteurs annexes telle que la modification de la carte scolaire qui peut entraîner le recrutement d'élèves présentant des profils sociaux et des profils scolaires différents. La difficulté est dans ce cas toujours présente mais elle se répartie différemment à l'échelle de la ville.

Ce type d'indice — tout en fournissant des informations sur l'évolution — doit être observé sur une durée plus longue : l'intervalle de 3 années ne permet pas en effet de savoir si une chute de l'indice correspond à un phénomène durable ou s'il s'agit d'un épisode ponctuel (nature des tests, cohortes présentant pour une année des caractéristiques que l'on ne retrouve pas ensuite, politique d'un établissement, etc...) .

Afin d'en savoir plus sur la nature des évolutions repérées dans les collèges des communes du Contrat de Ville, nous proposons de décliner l'indicateur de rang en scindant les données sociales d'une part et les données scolaires d'autre part, afin de déterminer les corrélations entre les critères sociaux et les résultats scolaires.

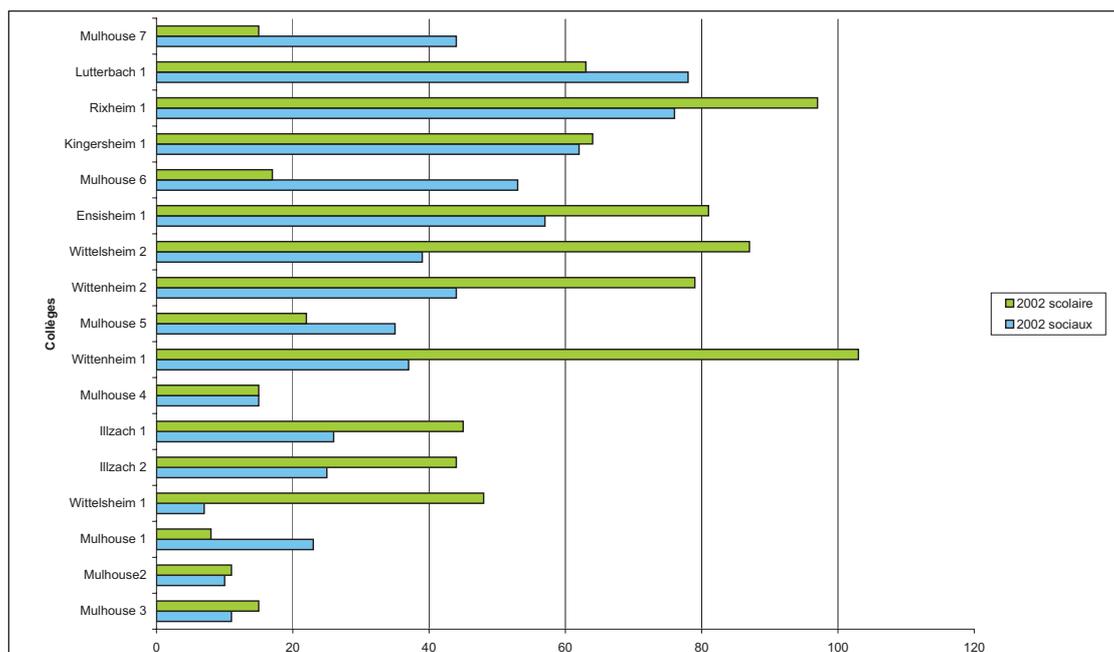
## Typologie départementale : Approche différenciée des données sociales et des données scolaires

Indicateurs scolaires et sociaux en 1999



Source: Inspection académique, 1999 et 2002

## Indicateurs scolaires et sociaux en 2002



Source: Inspection académique, 1999 et 2002

## Synthèse

1999	Difficultés sociales très élevées (somme des rangs < à 20)	Difficultés sociales plus réduites (somme des rangs > à 20)
<b>Difficultés scolaires élevées (&lt; à 40)</b>	Mulhouse 3 Mulhouse 2 Mulhouse 1 Mulhouse 4 Wittenheim 1 Wittelsheim 1	Mulhouse 5
<b>Difficultés scolaires plus limitées (&lt; à 40)</b>	Illzach 2 Illzach 1	Wittenheim 2 Ensisheim 1 Mulhouse 6 Kingersheim 1 Rixheim 1 Lutterbach 1 Mulhouse 7 Wittelsheim 2
2002	Difficultés sociales très élevées (somme des rangs < à 20)	Difficultés sociales plus réduites (somme des rangs > à 20)
<b>Difficultés scolaires élevées (&lt; à 40)</b>	Mulhouse 3 Mulhouse 2 Mulhouse 4	Mulhouse 5 <b>Mulhouse 1</b> <b>Mulhouse 7</b> <b>Mulhouse 6</b>
<b>Difficultés scolaires plus limitées (&lt; à 40)</b>	<b>Wittelsheim 1</b>	Wittenheim 2 Ensisheim 1 Kingersheim 1 Rixheim 1 Lutterbach 1 Wittelsheim 2 <b>Wittenheim 1</b> <b>Illzach 2</b> <b>Illzach 1</b>

Source: Inspection académique, 1999 et 2002

En gras dans le tableau 2002 : les établissements ayant changé de groupe entre 1999 et 2002.

Les collèges ont été répartis en 4 classes déterminées selon l'importance des difficultés sociales et scolaires (d'après le classement départemental). On constate qu'entre 1999 et 2002 :

- Le nombre d'établissement présentant des difficultés à la fois sociales et scolaires importantes s'est réduit. L'observation conduite en 2006 permettra de vérifier si l'amélioration relative de l'environnement social entrainera ou non un progrès dans celui des résultats scolaires.
- La composition du groupe associant difficultés sociales mais limitant les difficultés scolaires s'est modifié.
- Le groupe présentant des difficultés sociales limitées mais indissociable de fortes difficultés scolaires s'est renforcé
- Enfin 3 nouveaux établissements ont rejoint le groupe le

plus « favorisé » (toutes proportions gardées)

Sans être systématiques, les corrélations entre situations sociales et résultats scolaires sont bien souvent avérées. Toutefois, une évolution positive des résultats scolaires dans un contexte social difficile peut (et est souvent) le résultat du travail des équipes scolaires.

## Résultat des tests : l'écart à la moyenne nationale tend à se réduire en math mais se creuse en français

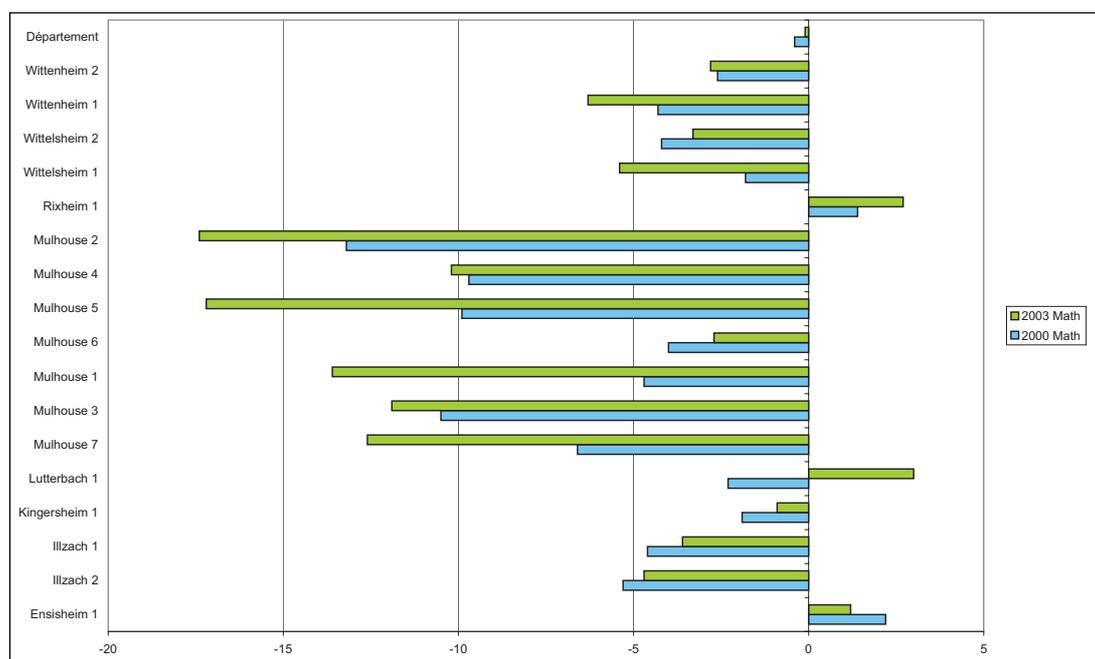
### Résultats des évaluations

Les évaluations effectuées à la rentrée de 6<sup>e</sup> (tout comme ceux effectués en classe de CE2, n'ont pas vocation à «classer» les établissements. Elles sont conduites au niveau national dans l'objectif de mettre au point les programmes pédagogiques. Elles doivent surtout être utilisées au niveau de chaque établissement pour permettre aux enseignants :

- de mettre en oeuvre des actions de remédiation pour les élèves en difficulté,
- d'adapter leurs progressions pédagogiques à la réalité de chacune de leurs classes.....»

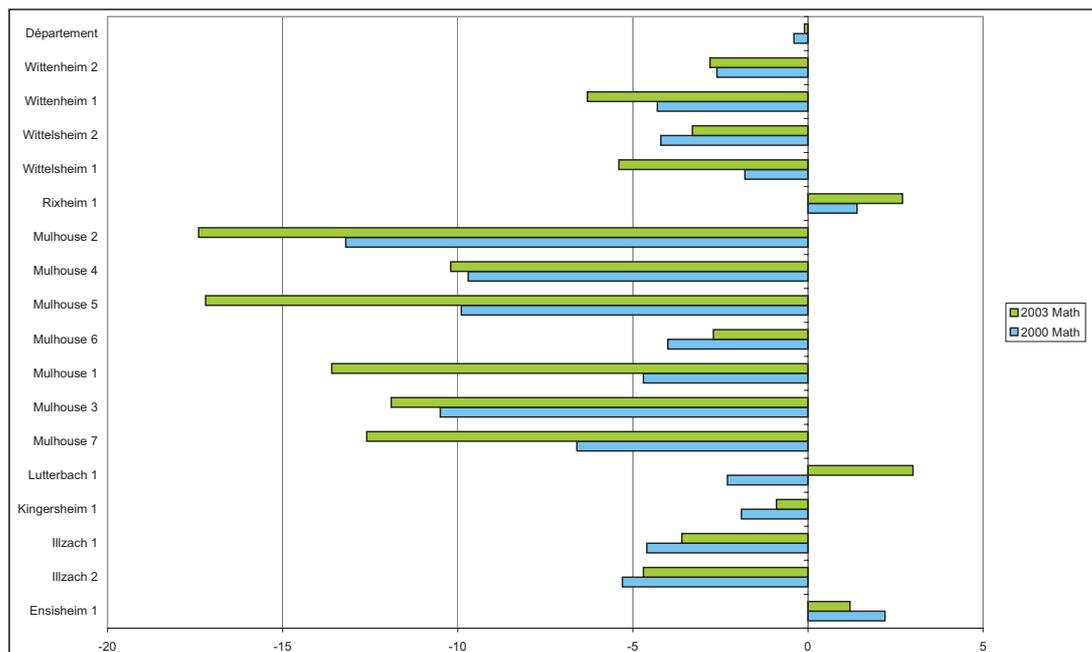
Elles constituent un indicateur de comparaison à utiliser avec prudence d'autant que selon les années, de gros écarts de résultats peuvent être constatés sans que cela annonce pour autant des changements de tendances.

Test en français (score global moyen) : mesure des écarts à la moyenne nationale entre 2000 et 2003



Source: Inspection académique, 1999 et 2002

## Test en math (score global moyen): mesure des écarts à la moyenne nationale entre 2000 et 2003



Source: Inspection académique, 1999 et 2002

## Evolution des résultats et comparaison avec le changement de rang

	Collège	Français	Math	Evolution du rang entre 99 et 2002
Ensisheim	1	Toujours supérieur à la moyenne	Toujours supérieur à la moyenne	+
Illzach	2	Difficultés accentuées	Amélioration	-
Illzach	1	Difficultés accentuées	Amélioration	+
Kingersheim	1	Difficultés accentuées	Amélioration	-
Lutterbach	1	Toujours supérieur à la moyenne	Supérieur à la moyenne	-
Mulhouse	7	Difficultés accentuées	Difficultés accentuées	-
Mulhouse	3	Difficultés accentuées	Difficultés accentuées	-
Mulhouse	6	Amélioration	Amélioration	-
Mulhouse	1	Difficultés accentuées	Difficultés accentuées	+
Mulhouse	5	Amélioration	Difficultés accentuées	+
Mulhouse	4	Difficultés accentuées	Amélioration	-
Mulhouse	2	Difficultés accentuées	Amélioration	-
Rixheim	1	Toujours supérieur à la moyenne	Toujours supérieur à la moyenne	+
Wittelsheim	1	Difficultés accentuées	Difficultés accentuées	-
Wittelsheim	2	Difficultés accentuées	Amélioration	+
Wittenheim	1	Stabilité	Difficultés accentuées	+
Wittenheim	2	Toujours supérieur à la moyenne	Difficultés accentuées	+

Source: Inspection académique, 1999 et 2002

Entre 2000 et 2003, seuls 2 collèges ont réduit l'écart qui les séparait de la moyenne nationale aux résultats des tests de français. Parallèlement et en se reportant aux autres indices comparés précédemment, ces collèges ont connu une amélioration des situations sociales.

La plupart des autres établissements ont vu l'écart à la moyenne nationale se creuser.

La réduction de l'écart est en revanche plus importante pour les tests effectués en mathématiques.

La comparaison avec l'évolution du rang bien qu'arrêtée en 2002 alors que les tests à l'entrée en 6<sup>e</sup> datent de 2003, (dans le classement départemental) montre que l'évolution favorable du rang dans le classement départemental masque dans certains cas un maintien des difficultés scolaires qu'il ne faut pas négliger. Une fois encore, rappelons que l'observation de

ce type de résultat devient pertinente lorsqu'elle s'établit sur une durée importante. En cela, les travaux d'évaluation prévus en 2006 devraient nous permettre de vérifier si les phénomènes identifiés aujourd'hui se consolident ou se minimisent.

## Les taux d'orientation

Cette donnée qui nécessiterait d'examiner la part des élèves qui parviennent à se maintenir dans un second cycle général n'est pas traitée dans cette étude.

## Les taux d'accès au brevet (cohorte fictive) sont en nette amélioration

	Collège	Accès brevet 2000	Accès brevet 2003	Evolution
Mulhouse	3	40,8	47,8	+
Mulhouse	2	45	43,5	-
Mulhouse	1	45,1	47,9	+
Illzach	1	51,8	61,5	+
Mulhouse	4	53,5	55,1	+
Wittelsheim	1	53,9	55,6	+
Mulhouse	5	54	40,5	-
Lutterbach	1	54,3	78,1	+
Wittelsheim	2	57	55,6	-
Wittenheim	2	59,2	65,9	+
Mulhouse	6	59,4	59,7	+
Illzach	2	61,3	68,3	+
Mulhouse	7	62,4	69,1	+
Ensisheim	1	64,6	68	+
Kingersheim	1	68,6	62,3	-
Wittenheim	1	68,8	65,4	-
Rixheim	1	70,4	67,2	-
<b>Département</b>		<b>64,4</b>	<b>67</b>	<b>+</b>

Source: Inspection académique, 2000 et 2003

L'indicateur mobilisé ici est un taux calculé à partir d'une cohorte fictive d'élèves entrée en 6° à l'année n. Le pourcentage exprimé ici représente la part de ces élèves qui accèdera au brevet à l'issue de leur scolarité au collège).

A l'exception d'un collège qui est situé en dessous du seuil de 50% et qui régresse encore, l'ensemble des collèges présente un taux d'accès au brevet en augmentation. On peut constater que même dans le cas de collège en difficulté tels que Mulhouse 4 ou Mulhouse 3 pour lesquels les indicateurs sont plutôt défavorables, une amélioration des chances d'accéder au brevet est en amorcée depuis 1999.



# GLOSSAIRE

CDVIAM ou CDV ou CV : Contrat de Ville Intercommunal de l'agglomération Mulhousienne

Quartier ZUS : Quartier classé en Zone Urbaine Sensible

RMI : Le Revenu Minimum d'Insertion vise à assurer un minimum de ressources aux personnes âgées de plus de 25 ans ou qui, quel que soit leur âge, assument la charge d'au moins un enfant.

API : l'Allocation de Parent Isolé est servie, sous conditions de ressources, aux personnes assumant seules la charge d'un ou plusieurs enfants pendant un an ou jusqu'à l'âge de 3 ans. Elle garantit un minimum de ressources au bénéficiaire.

Chômage au sens du Bureau International du Travail : L'INSEE utilise pour les estimations chômage régionales et départementales les DEFM de catégories 1, 2 et 3 hors activité réduite, englobant l'ensemble des demandeurs d'emploi quel que soit le type d'emploi demandé, mais excluant ceux d'entre eux qui ont une activité en cours du mois écoulé.

DEFM de catégorie 1 : Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois immédiatement disponibles au sens de l'article R.311-3-3 à la recherche d'un emploi à durée indéterminée à temps plein.

DEFM de catégorie 2 : Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois disponibles au sens de l'article R.311-3-3 à la recherche d'un emploi à durée indéterminée à temps partiel.

DEFM de catégorie 3 : Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois disponibles au sens de l'article R.311-3-3 à la recherche d'un emploi à durée déterminée.

PLIE : Le Plan Local pour l'Intégration et l'Emploi est un dispositif de mise en cohérence des interventions publiques afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté.

LLS : Les Logements Locatifs Sociaux sont des logements locatifs appartenant à organismes d'habitation à loyer modéré, des logements ou les lits des logements-foyers de personnes âgées, de personnes handicapées, de jeunes travailleurs, de travailleurs migrants et des logements-foyers dénommés résidences sociales, conventionnés.

PLUS : Le Prêt Locatif à Usage Social est le mécanisme de financement de droit commun du logement social. Depuis 2000, il remplace les 5 catégories de PLA. Le plafond de ressources est modulé et se caractérise par l'obligation d'héberger 30% de locataires dont le revenu est inférieur aux 2/3 du plafond et en contrepartie, la possibilité d'accepter 10% de locataires au revenu supérieur à 25% de ce plafond.

PLAI : Le Prêt Locatif Aidé d'Intégration est une variante du PLUS. Il est destiné aux ménages les plus modestes. Ces logements sont réservés à des personnes disposant de revenus inférieurs à 60% du plafond pris en compte pour l'attribution des logements sociaux.

PLS : Le Prêt Locatif Social a été créé en 2001 dans le souci de relancer l'offre locative intermédiaire. Ses plafonds sont égaux à ceux du PLUS, majorés de 50%

PALULOS : La Prime à l'Amélioration des Logements à Usage Locatif et à Occupation Sociale a été créée en 1998. C'est une subvention attribuée par l'Etat aux propriétaires de logements sociaux pour des travaux d'amélioration du confort ou de mise aux normes minimales d'habitabilité.

AA : Opération d'Acquisition / Amélioration

CN : Opération en Construction Neuve

CSP : Circonscription de Sécurité Publique

# ANNEXES

## 1. Données sociales

**Nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois dans la commune de Mulhouse et dans les ZUS de Mulhouse** (source: INSEE et ANPE Année 2000, 2001 et 2002\* (\*seulement à l'échelle des communes))

Allocataires	MULHOUSE					
	2000		2001		2002	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Hommes	2571	55,4	2965	59,8	3795	62,3
Femmes	2067	44,6	1997	40,2	2296	37,7
Moins de 25 ans	943	20,3	1143	23,0	1432	23,5
de 25 à 49 ans	3128	67,4	3252	65,5	4007	65,8
Plus de 50 ans	567	12,2	565	11,4	652	10,7
Etrangers	1215	26,2	1251	25,2	non dispo	
Cadres	181	3,9	201	4,0	non dispo	
Recherche d'emploi de 12 mois et plus	1130	24,4	1027	20,7	1326	21,8
Total	4638	100,0	4965	100,0	6091	100,0

Allocataires	Périmètres ZUS Mulhouse			
	2000		2001	
	Nombre	%	Nombre	%
Hommes	1304	55,3	1471	61,1
Femmes	1056	44,7	938	38,9
Moins de 25 ans	576	24,4	612	25,4
de 25 à 49 ans	1552	65,8	1563	64,9
Etrangers	721	30,6	761	31,6
Cadres	non dispo	non dispo	non dispo	non dispo
Plus de 50 ans	232	9,8	234	9,7
Recherche d'emploi de 12 mois et plus	598	25,3	498	20,7
Total	2360	100,0	2409	100,0

**Nombre demandeurs d'emploi en fin de mois dans les communes autres que Mulhouse et les quartiers ZUS hors Mulhouse** (source: INSEE et ANPE Année 2000, 2001 et 2002\* (\*seulement à l'échelle des communes))

Allocataires	ENSISHEIM					
	2000		2001		2002	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Hommes	54	39,7	65	49,6	94	54,3
Femmes	82	60,3	66	50,4	79	45,7
Moins de 25 ans	25	18,4	28	21,4	39	22,5
de 25 à 49 ans	91	66,9	92	70,2	117	67,6
Plus de 50 ans	20	14,7	11	8,4	17	9,8
Etrangers	15	11,0	15	11,5	non dispo	
Cadres	6	4,4	6	4,6	non dispo	
Recherche d'emploi de 12 mois et plus	42	30,9	32	24,4	36	20,8
Total	136	100	131	100	173	100,0

Allocataires	ILLZACH					
	2000		2001		2002	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Hommes	162	47,1	228	56,3	297	57,0
Femmes	182	52,9	177	43,7	224	43,0
Moins de 25 ans	77	22,4	99	24,4	145	27,8
de 25 à 49 ans	220	64,0	261	64,4	319	61,2
Plus de 50 ans	47	13,7	45	11,1	57	10,9
Etrangers	67	19,5	76	18,8	non dispo	
Cadres	15	4,4	20	4,9	non dispo	
Recherche d'emploi de 12 mois et plus	90	26,2	72	17,8	106	20,3
Total	344	100,0	405	100,0	521	100,0

## Annexes

Allocataires	KINGERSHEIM					
	2000		2001		2002	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Hommes	94	40,3	117	50,6	187	54,2
Femmes	139	59,7	114	49,4	158	45,8
Moins de 25 ans	41	17,6	68	29,4	83	24,1
de 25 à 49 ans	150	64,4	131	56,7	204	59,1
Plus de 50 ans	42	18,0	32	13,9	58	16,8
Etrangers	27	11,6	24	10,4	non dispo	
Cadres	20	8,6	20	8,7	non dispo	
Recherche d'emploi de 12 mois et plus	62	26,6	55	23,8	77	22,3
Total	233	100,0	231	100,0	345	100,0

Allocataires	LUTTERBACH					
	2000		2001		2002	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Hommes	60	44,8	72	49,3	112	53,8
Femmes	74	55,2	74	50,7	96	46,2
Moins de 25 ans	27	20,1	27	18,5	39	18,8
de 25 à 49 ans	90	67,2	101	69,2	139	66,8
Plus de 50 ans	17	12,7	18	12,3	30	14,4
Etrangers	16	11,9	14	10,4	non dispo	
Cadres	5	3,7	12	9,0	non dispo	
Recherche d'emploi de 12 mois et plus	41	30,6	38	26,0	54	26,0
Total	134	100,0	146	100,0	208	100,0

Allocataires	RIXHEIM					
	2000		2001		2002	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Hommes	93	36,9	128	47,4	163	50,3
Femmes	159	63,1	142	52,6	161	49,7
Moins de 25 ans	39	15,5	69	25,6	75	23,1
de 25 à 49 ans	172	68,3	161	59,6	200	61,7
Plus de 50 ans	41	16,3	40	14,8	49	15,1
Etrangers	22	8,7	15	5,6	non dispo	
Cadres	29	11,5	34	12,6	non dispo	
Recherche d'emploi de 12 mois et plus	64	25,4	58	21,5	70	21,6
Total	252	100,0	270	100,0	324	100,0

Allocataires	STAFFELFELDEN					
	2000		2001		2002	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Hommes	31	43,1	31	47,7	40	49,4
Femmes	41	56,9	34	52,3	41	50,6
Moins de 25 ans	11	15,3	14	21,5	14	17,3
de 25 à 49 ans	53	73,6	41	63,1	55	67,9
Plus de 50 ans	8	11,1	10	15,4	12	14,8
Etrangers	7	9,7	7	10,8	non dispo	
Cadres	5	6,9	4	6,2	non dispo	
Recherche d'emploi de 12 mois et plus	20	27,8	16	24,6	16	19,8
Total	72	100,0	65	100,0	81	100,0

Allocataires	WITTELSHEIM					
	2000		2001		2002	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Hommes	114	51,4	128	51,0	178	56,3
Femmes	108	48,6	123	49,0	138	43,7
Moins de 25 ans	64	28,8	71	28,3	91	28,8
de 25 à 49 ans	131	59,0	151	60,2	191	60,4
Plus de 50 ans	27	12,2	29	11,6	34	10,8
Etrangers	53	23,9	61	24,3	non dispo	
Cadres	8	3,6	9	3,6	non dispo	
Recherche d'emploi de 12 mois et plus	54	24,3	53	21,1	56	17,7
Total	222	100,0	251	100,0	316	100

Allocataires	WITTENHEIM					
	2000		2001		2002	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Hommes	169	50,6	180	49,0	265	55,2
Femmes	165	49,4	187	51,0	215	44,8
Moins de 25 ans	75	22,5	100	27,2	137	28,5
de 25 à 49 ans	218	65,3	214	58,3	279	58,1
Plus de 50 ans	41	12,3	53	14,4	64	13,3
Etrangers	69	20,7	51	13,9	non dispo	
Cadres	9	2,7	8	2,2	non dispo	
Recherche d'emploi de 12 mois et plus	77	23,1	81	22,1	89	18,5
Total	334	100	367	100	480	100

	Périmètres ZUS Hors Mulhouse			
	2000		2001	
	Nombre	%	Nombre	%
Hommes	73	55,3	112	59,6
Femmes	59	44,7	76	40,4
Moins de 25 ans	49	37,1	60	31,9
de 25 à 49 ans	70	53,0	108	57,4
Etrangers	70	53,0	86	45,7
Cadres	non dispo	non dispo	non dispo	non dispo
Plus de 50 ans	13	9,8	20	10,6
Recherche d'emploi de 12 mois et plus	22	16,7	41	21,8
Total	132	100,0	188	100,0

## Annexes

**Nombre de bénéficiaires PLIE en 2000 et 2003 dans les communes et les quartiers Contrat de Ville.**  
(source: PLIE, 2000 et 2003)

### Bénéficiaires du Plie en 2000

	BENEFICIAIRES du plie	dont situés dans quartier du Contrat de ville
MULHOUSE	1571	946
ENSISHEIM	0	0
ILLZACH	175	79
KINGERSHEIM	4	0
LUTTERBACH	28	14
RIXHEIM	11	5
STAFFELFELDEN	5	4
WITTELSHEIM	10	4
WITTENHEIM	5	2
<b>TOTAL</b>	<b>1809</b>	<b>1054</b>

### Bénéficiaires du Plie en 2003

	BENEFICIAIRES du plie	dont situés dans quartier du Contrat de ville
MULHOUSE	1802	1133
ENSISHEIM	35	3
ILLZACH	221	78
KINGERSHEIM	52	23
LUTTERBACH	33	16
RIXHEIM	106	29
STAFFELFELDEN	24	11
WITTELSHEIM	127	59
WITTENHEIM	138	48
<b>TOTAL</b>	<b>2538</b>	<b>1400</b>

## 2. Données économiques

### Sirène 2001 et 2003.

#### Nombre d'entreprises (Mulhouse et ses quartiers Contrat de Ville)

Commune de Mulhouse				
Type d'activité	Nombre en 2001	Proportion	Nombre en 2003	Proportion
Agriculture	37	0,6	42	0,6
Industries	383	5,8	363	5,3
Entreprises de construction	356	5,4	367	5,4
Activités de services, d'administration publique, d'éducation et de santé	2309	35,0	2365	34,8
Immobilier, services aux entreprises	1341	20,4	1461	21,5
Commerce	1497	22,7	1520	22,4
Hôtels et restaurants	498	7,6	519	7,6
Transport et communications	165	2,5	157	2,3
Activités extra-territoriales	2	0,0	2	0,0
<b>Total</b>	<b>6588</b>	<b>100</b>	<b>6796</b>	<b>100</b>

Quartiers Contrat de Ville de Mulhouse				
Type d'activité	Nombre en 2001	Proportion (%)	Nombre en 2003	Proportion
Agriculture	13	0,9	13	0,8
Industries	103	6,8	95	5,7
Entreprises de construction	168	11,0	162	9,7
Activités de services, d'administration publique, d'éducation et de santé	476	31,2	497	29,8
Immobilier, services aux entreprises	236	15,5	329	19,7
Commerce	350	23,0	381	22,8
Hôtels et restaurants	149	9,8	165	9,9
Transport et communications	30	2,0	26	1,6
Activités extra-territoriales	0	0,0	0	0,0
<b>Total</b>	<b>1525</b>	<b>100</b>	<b>1668</b>	<b>100</b>

Quartier Contrat de Ville Brossolette (Bourzwiller) (Mulhouse)				
Secteurs d'activités	Nombre en 2001	Proportion	Nombre en 2003	Proportion
Agriculture	2	1,2	2	1,2
Industries	11	6,8	6	3,7
Entreprises de construction	28	17,3	29	17,9
Activités de services, d'administration publique, d'éducation et de santé	70	43,2	72	44,4
Immobilier, services aux entreprises	14	8,6	15	9,3
Commerce	26	16,0	30	18,5
Hôtels et restaurants	7	4,3	5	3,1
Transport et communications	4	2,5	3	1,9
<b>Total</b>	<b>162</b>	<b>100</b>	<b>162</b>	<b>100</b>

Quartier Contrat de Ville Briand Franklin (Mulhouse)				
Secteurs d'activités	Nombre en 2001	Proportion (%)	Nombre en 2003	Proportion (%)
Agriculture	2	0,5	2	0,5
Industries	21	5,7	22	5,6
Entreprises de construction	37	10,0	37	9,4
Activités de services, d'administration publique, d'éducation et de santé	99	26,8	111	28,2
Immobilier, services aux entreprises	36	9,7	31	7,9
Commerce	107	28,9	110	28,0
Hôtels et restaurants	61	16,5	73	18,6
Transport et communications	7	1,9	7	1,8
<b>Total</b>	<b>370</b>	<b>100</b>	<b>393</b>	<b>100</b>

## Annexes

Quartier Contrat de Ville des Coteaux (Mulhouse)				
Secteurs d'activités	Nombre en 2001	Proportion	Nombre en 2003	Proportion
Agriculture	2	0,7	4	1,0
Industries	25	8,6	26	6,7
Entreprises de construction	41	14,0	42	10,8
Activités de services, d'administration publique, d'éducation et de santé	77	26,4	80	20,6
Immobilier, services aux entreprises	87	29,8	163	41,9
Commerce	52	17,8	68	17,5
Hôtels et restaurants	3	1,0	3	0,8
Transport et communications	5	1,7	3	0,8
<b>Total</b>	<b>292</b>	<b>100</b>	<b>389</b>	<b>100</b>

Quartier Contrat de Ville Drouot (Mulhouse)				
Secteurs d'activités	Nombre en 2001	Proportion	Nombre en 2003	Proportion
Agriculture	1	0,9	1	0,9
Industries	11	10,3	12	10,4
Entreprises de construction	16	15,0	16	13,9
Activités de services, d'administration publique, d'éducation et de santé	31	29,0	33	28,7
Immobilier, services aux entreprises	13	12,1	14	12,2
Commerce	28	26,2	30	26,1
Hôtels et restaurants	4	3,7	5	4,3
Transport et communications	3	2,8	4	3,5
<b>Total</b>	<b>107</b>	<b>100</b>	<b>115</b>	<b>100</b>

Quartier Contrat de Ville Porte du miroir (Mulhouse)				
Secteurs d'activités	Nombre en 2001	Proportion	Nombre en 2003	Proportion
Agriculture	3	0,9	1	0,3
Industries	14	4,3	15	4,6
Entreprises de construction	12	3,6	9	2,8
Activités de services, d'administration publique, d'éducation et de santé	119	36,2	114	35,2
Immobilier, services aux entreprises	58	17,6	64	19,8
Commerce	71	21,6	69	21,3
Hôtels et restaurants	44	13,4	48	14,8
Transport et communications	8	2,4	4	1,2
<b>Total</b>	<b>329</b>	<b>100</b>	<b>324</b>	<b>100</b>

Quartier Contrat de Ville Wolf-Wagner-Vauban-Neppert (Mulhouse)				
Secteurs d'activités	Nombre en 2001	Proportion	Nombre en 2003	Proportion
Agriculture	3	1,1	3	1,1
Industries	12	4,6	14	4,9
Entreprises de construction	35	13,3	29	10,2
Activités de services, d'administration publique, d'éducation et de santé	82	31,2	87	30,5
Immobilier, services aux entreprises	25	9,5	42	14,7
Commerce	73	27,8	74	26,0
Hôtels et restaurants	30	11,4	31	10,9
Transport et communications	3	1,1	5	1,8
<b>Total</b>	<b>263</b>	<b>100</b>	<b>285</b>	<b>100</b>

### Nombre d'entreprises (Ensisheim et ses quartiers Contrat de Ville)

Commune d'Ensisheim				
Secteurs d'activités	Nombre en 2001	Proportion (%)	Nombre en 2003	Proportion (%)
Agriculture	24	7,6	32	10,6
Industries	39	12,4	25	8,3
Entreprises de construction	27	8,6	93	30,9
Activités de services, d'administration publique, d'éducation et de santé	90	28,7	37	12,3
Immobilier, services aux entreprises	34	10,8	74	24,6
Commerce	71	22,6	15	5,0
Hôtels et restaurants	13	4,1	13	4,3
Transport et communications	16	5,1	12	4,0
<b>Total</b>	<b>314</b>	<b>100</b>	<b>301</b>	<b>100</b>

### Pas d'entreprises en Contrat de Ville d'Ensisheim

# Annexes

## Nombre d'entreprises (Illzach et ses quartiers Contrat de Ville)

Commune d'Illzach				
Secteurs d'activités	Nombre en 2001	Proportion (%)	Nombre en 2003	Proportion (%)
Agriculture	12	1,7	13	1,8
Industries	76	10,6	89	12,2
Entreprises de construction	60	8,3	56	7,7
Activités de services, d'administration publique, d'éducation et de santé	188	26,1	184	25,3
Immobilier, services aux entreprises	88	12,2	94	12,9
Commerce	222	30,8	220	30,2
Hôtels et restaurants	33	4,6	33	4,5
Transport et communications	41	5,7	39	5,4
<b>Total</b>	<b>720</b>	<b>100</b>	<b>728</b>	<b>100</b>

Quartiers Contrat de Ville d'Illzach				
Secteurs d'activités	Nombre en 2001	Proportion (%)	Nombre en 2003	Proportion (%)
Agriculture	0	0,0	0	0,0
Industries	0	0,0	0	0,0
Entreprises de construction	0	0,0	1	7,1
Activités de services, d'administration publique, d'éducation et de santé	3	33,3	4	28,6
Immobilier, services aux entreprises	1	11,1	1	7,1
Commerce	5	55,6	7	50,0
Hôtels et restaurants	0	0,0	0	0,0
Transport et communications	0	0,0	1	7,1
<b>Total</b>	<b>9</b>	<b>100</b>	<b>14</b>	<b>100</b>

## Nombre d'entreprises (Kingsheim et ses quartiers Contrat de Ville)

Commune de Kingsheim				
Secteurs d'activités	Nombre en 2001	Proportion (%)	Nombre en 2003	Proportion (%)
Agriculture	7	1,6	6	1,3
Industries	44	10,2	47	10,4
Entreprises de construction	71	16,4	70	15,4
Activités de services, d'administration publique, d'éducation et de santé	81	18,8	98	21,6
Immobilier, services aux entreprises	64	14,8	64	14,1
Commerce	133	30,8	134	29,5
Hôtels et restaurants	17	3,9	17	3,7
Transport et communications	15	3,5	18	4,0
<b>Total</b>	<b>432</b>	<b>100</b>	<b>454</b>	<b>100</b>

Quartiers Contrat de Ville de Kingsheim				
Secteurs d'activités	Nombre en 2001	Proportion (%)	Nombre en 2003	Proportion (%)
Agriculture	0	0,0	0	0,0
Industries	2	11,8	3	11,1
Entreprises de construction	5	29,4	4	18,5
Activités de services, d'administration publique, d'éducation et de santé	2	11,8	2	22,2
Immobilier, services aux entreprises	2	11,8	3	11,1
Commerce	3	17,6	3	22,2
Hôtels et restaurants	0	0,0	0	0,0
Transport et communications	3	17,6	1	14,8
<b>Total</b>	<b>17</b>	<b>100</b>	<b>16</b>	<b>100</b>

## Annexes

### Nombre d'entreprises (Lutterbach et ses quartiers Contrat de Ville)

Commune de Lutterbach				
Secteurs d'activités	Nombre en 2001	Proportion(%)	Nombre en 2003	Proportion(%)
Agriculture	4	1,7	2	0,9
Industries	32	13,6	29	12,3
Entreprises de construction	26	11,1	24	10,2
Activités de services, d'administration publique, d'éducation et de santé	71	30,2	75	31,9
Immobilier, services aux entreprises	38	16,2	41	17,4
Commerce	48	20,4	45	19,1
Hôtels et restaurants	9	3,8	11	4,7
Transport et communications	7	3,0	8	3,4
<b>Total</b>	<b>235</b>	<b>100</b>	<b>235</b>	<b>100</b>

Quartiers Contrat de Ville de Lutterbach				
Secteurs d'activités	Nombre en 2001	Proportion(%)	Nombre en 2003	Proportion(%)
Agriculture	0	0,0	0	0,0
Industries	0	0,0	0	0,0
Entreprises de construction	4	50	1	50
Activités de services, d'administration publique, d'éducation et de santé	0	0,0	0	0,0
Immobilier, services aux entreprises	2	25	1	50
Commerce	2	25	0	0
Hôtels et restaurants	0	0,0	0	0,0
Transport et communications	0	0,0	1	0,0
<b>Total</b>	<b>8</b>	<b>100</b>	<b>3</b>	<b>100</b>

### Nombre d'entreprises (Rixheim et ses quartiers Contrat de Ville)

Commune de Rixheim				
Secteurs d'activités	Nombre en 2001	Proportion	Nombre en 2003	Proportion
Agriculture	17	3,3	21	3,9
Industries	59	11,5	61	11,3
Entreprises de construction	30	5,9	33	6,1
Activités de services, d'administration publique, d'éducation et de santé	137	26,8	151	27,9
Immobilier, services aux entreprises	95	18,6	98	18,1
Commerce	127	24,9	128	23,6
Hôtels et restaurants	21	4,1	22	4,1
Transport et communications	25	4,9	28	5,2
<b>Total</b>	<b>511</b>	<b>100</b>	<b>542</b>	<b>100</b>

Quartiers Contrat de Ville de Rixheim				
Secteurs d'activités	Nombre en 2001	Proportion	Nombre en 2003	Proportion
Agriculture	0	0,0	1	4,2
Industries	2	11,1	3	12,5
Entreprises de construction	0	0,0	2	8,3
Activités de services, d'administration publique, d'éducation et de santé	5	27,8	7	29,2
Immobilier, services aux entreprises	3	16,7	2	8,3
Commerce	7	38,9	8	33,3
Hôtels et restaurants	0	0,0	0	0,0
Transport et communications	1	5,6	1	4,2
<b>Total</b>	<b>18</b>	<b>100</b>	<b>24</b>	<b>100</b>

**Nombre d'entreprises (Staffelfelden et ses quartiers Contrat de Ville)**

Commune de Staffelfelden				
Secteurs d'activités	Nombre en 2001	Proportion (%)	Nombre en 2003	Proportion (%)
Agriculture	3	4,3	4	5,9
Industries	6	8,7	5	7,4
Entreprises de construction	11	15,9	11	16,2
Activités de services, d'administration publique, d'éducation et de santé	25	36,2	26	38,2
Immobilier, services aux entreprises	2	2,9	2	2,9
Commerce	16	23,2	14	20,6
Hôtels et restaurants	4	5,8	4	5,9
Transport et communications	2	2,9	2	2,9
<b>Total</b>	<b>69</b>	<b>100</b>	<b>68</b>	<b>100</b>

Quartiers Contrat de Ville de Staffelfelden				
Secteurs d'activités	Nombre en 2001	Proportion (%)	Nombre en 2003	Proportion (%)
Agriculture	0	0,0	0	0,0
Industries	0	0,0	0	0,0
Entreprises de construction	1	33,3	1	33,3
Activités de services, d'administration publique, d'éducation et de santé	0	0,0	1	0,0
Immobilier, services aux entreprises	0	0,0	0	0,0
Commerce	2	66,7	2	66,7
Hôtels et restaurants	0	0,0	0	0,0
Transport et communications	0	0,0	0	0,0
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>100</b>	<b>4</b>	<b>100</b>

**Nombre d'entreprises (Wittelsheim et ses quartiers Contrat de Ville)**

Commune de Wittelsheim				
Secteurs d'activités	Nombre en 2001	Proportion	Nombre en 2003	Proportion
Agriculture	8	2,5	7	2,1
Industries	37	11,6	41	12,4
Entreprises de construction	35	11,0	37	11,2
Activités de services, d'administration publique, d'éducation et de santé	91	28,6	101	30,6
Immobilier, services aux entreprises	33	10,4	34	10,3
Commerce	78	24,5	77	23,3
Hôtels et restaurants	23	7,2	23	7,0
Transport et communications	13	4,1	10	3,0
<b>Total</b>	<b>318</b>	<b>100</b>	<b>330</b>	<b>100</b>

Quartiers Contrat de Ville de Wittelsheim				
Secteurs d'activités	Nombre en 2001	Proportion	Nombre en 2003	Proportion
Agriculture	0	0,0	0	0,0
Industries	0	0,0	0	0,0
Entreprises de construction	2	15,4	3	30,0
Activités de services, d'administration publique, d'éducation et de santé	1	7,7	1	10,0
Immobilier, services aux entreprises	1	7,7	1	10,0
Commerce	9	69,2	2	50,0
Hôtels et restaurants	0	0,0	0	0,0
Transport et communications	0	0,0	0	0,0
<b>Total</b>	<b>13</b>	<b>100</b>	<b>7</b>	<b>100</b>

# Annexes

## Nombre d'entreprises (Wittenheim et ses quartiers Contrat de Ville)

Commune de Wittenheim				
Secteurs d'activités	Nombre en 2001	Proportion (%)	Nombre en 2003	Proportion (%)
Agriculture	23	4,0	21	3,4
Industries	54	9,3	53	8,6
Entreprises de construction	70	12,1	67	10,9
Activités de services, d'administration publique, d'éducation et de santé	155	26,8	168	27,3
Immobilier, services aux entreprises	56	9,7	74	12,0
Commerce	177	30,6	187	30,4
Hôtels et restaurants	28	4,8	30	4,9
Transport et communications	15	2,6	15	2,4
<b>Total</b>	<b>578</b>	<b>100</b>	<b>615</b>	<b>100</b>

Quartiers Contrat de Ville de Wittenheim				
Secteurs d'activités	Nombre en 2001	Proportion (%)	Nombre en 2003	Proportion (%)
Agriculture	0	0,0	1	12,5
Industries	0	0,0	1	12,5
Entreprises de construction	3	60,0	2	25,0
Activités de services, d'administration publique, d'éducation et de santé	1	20,0	2	25,0
Immobilier, services aux entreprises	1	20,0	1	12,5
Commerce	0	0,0	1	12,5
Hôtels et restaurants	0	0,0	0	0,0
Transport et communications	0	0,0	0	0,0
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>100</b>	<b>8</b>	<b>100</b>

## Nombre de salariés (Mulhouse et ses quartiers Contrat de Ville)

Commune de Mulhouse			Contrat de Ville de Mulhouse		
Tranche effectif	Nombre d'entreprises	%	Tranche effectif	Nombre d'entreprises	%
Aucun salarié	2510	38,4	Aucun salarié	568	34,8
1 à 9 salariés	3337	51,0	1 à 9 salariés	782	48,0
10 à 19 salariés	339	5,2	10 à 19 salariés	88	5,4
20 à 100 salariés	301	4,6	20 à 100 salariés	87	5,3
plus de 100 salariés	57	0,9	plus de 100 salariés	105	6,4

Quartier de Bourzwiller		
Tranche effectif	Nombre d'entreprises	%
Aucun salarié	56	35,2
1 à 9 salariés	71	44,7
10 à 19 salariés	8	5,0
20 à 100 salariés	9	5,7
plus de 100 salariés	15	9,4

Quartier Franklin		
Tranche effectif	Nombre d'entreprises	%
Aucun salarié	143	37,0
1 à 9 salariés	185	47,9
10 à 19 salariés	22	5,7
20 à 100 salariés	8	2,1
plus de 100 salariés	28	7,3

Quartier des Coteaux		
Tranche effectif	Nombre d'entreprises	%
Aucun salarié	120	31,7
1 à 9 salariés	189	50,0
10 à 19 salariés	26	6,9
20 à 100 salariés	31	8,2
plus de 100 salariés	12	3,2

Quartier Wolf-Wagner-Vauban-Neppert		
Tranche effectif	Nombre d'entreprises	%
Aucun salarié	112	40,1
1 à 9 salariés	127	45,5
10 à 19 salariés	11	3,9
20 à 100 salariés	9	3,2
plus de 100 salariés	20	7,2

Quartier Porte du Miroir		
Tranche effectif	Nombre d'entreprises	%
Aucun salarié	106	33,7
1 à 9 salariés	160	50,8
10 à 19 salariés	16	5,1
20 à 100 salariés	12	3,8
plus de 100 salariés	21	6,7

Quartier Drouot		
Tranche effectif	Nombre d'entreprises	%
Aucun salarié	31	27,4
1 à 9 salariés	50	44,2
10 à 19 salariés	5	4,4
20 à 100 salariés	18	15,9
plus de 100 salariés	9	8,0

## Annexes

### Nombre de salariés (Ensisheim et ses quartiers Contrat de Ville)

Commune d'Ensisheim		
Tranche effectif	Nombre d'entreprises	%
Aucun salarié	132	44,7
1 à 9 salariés	122	41,4
10 à 19salariés	19	6,4
20 à 100 salariés	18	6,1
plus de 100 salariés	4	1,4

Pas d'entreprises  
en Contrat de Ville  
d'Ensisheim

### Nombre de salariés (Illzach et ses quartiers Contrat de Ville)

Commune d'Illzach		
Tranche effectif	Nombre d'entreprises	%
Aucun salarié	218	31,5
1 à 9 salariés	312	45,2
10 à 19salariés	72	10,4
20 à 100 salariés	74	10,7
plus de 100 salariés	15	2,2

Contrat de Ville d'Illzach		
Tranche effectif	Nombre d'entreprises	%
Aucun salarié	10	71,4
1 à 9 salariés	4	28,6

### Nombre de salariés (Kingersheim et ses quartiers Contrat de Ville)

Commune de Kingersheim		
Tranche effectif	Nombre d'entreprises	%
Aucun salarié	139	31,8
1 à 9 salariés	229	52,4
10 à 19salariés	34	7,8
20 à 100 salariés	29	6,6
plus de 100 salariés	6	1,4

Contrat de Ville de Kingersheim		
Tranche effectif	Nombre d'entreprises	%
Aucun salarié	12	44,4
1 à 9 salariés	12	44,4
plus de 100 salariés	3	11,1

### Nombre de salariés (Lutterbach et ses quartiers Contrat de Ville)

Commune de Lutterbach		
Tranche effectif	Nombre d'entreprises	%
Aucun salarié	90	40,5
1 à 9 salariés	104	46,8
10 à 19salariés	13	5,9
20 à 100 salariés	13	5,9
plus de 100 salariés	2	0,9

Contrat de Ville de Lutterbach		
Tranche effectif	Nombre d'entreprises	%
Aucun salarié	2	100

### Nombre de salariés (Rixheim et ses quartiers Contrat de Ville)

Commune de Rixheim		
Tranche effectif	Nombre d'entreprises	%
Aucun salarié	213	41,0
1 à 9 salariés	232	44,6
10 à 19salariés	33	6,3
20 à 100 salariés	39	7,5
plus de 100 salariés	3	0,6

Contrat de Ville de Rixheim		
Tranche effectif	Nombre d'entreprises	%
Aucun salarié	14	58,3
1 à 9 salariés	5	20,8
20 à 100 salariés	2	8,3
plus de 100 salariés	3	12,5

# Annexes

## Nombre de salariés (Staffelfelden et ses quartiers Contrat de Ville)

Commune de Staffelfelden		
Tranche effectif	Nombre d'entreprises	%
Aucun salarié	24	42,9
1 à 9 salariés	24	42,9
10 à 19salariés	5	8,9
20 à 100 salariés	3	5,4

Contrat de Ville de Staffelfelden		
Tranche effectif	Nombre d'entreprises	%
Aucun salarié	2	66,7
1 à 9 salariés	1	33,3

## Nombre de salariés (Wittelsheim et ses quartiers Contrat de Ville)

Commune de Wittelsheim		
Tranche effectif	Nombre d'entreprises	%
Aucun salarié	114	36,9
1 à 9 salariés	145	46,9
10 à 19salariés	23	7,4
20 à 100 salariés	26	8,4
plus de 100 salariés	1	0,3

Contrat de Ville de Wittelsheim		
Tranche effectif	Nombre d'entreprises	%
Aucun salarié	5	50,0
1 à 9 salariés	4	40,0
20 à 100 salariés	1	10,0

## Nombre de salariés (Wittenheim et ses quartiers Contrat de Ville)

Commune de Wittenheim		
Tranche effectif	Nombre d'entreprises	%
Aucun salarié	192	33,1
1 à 9 salariés	312	53,8
10 à 19salariés	36	6,2
20 à 100 salariés	33	5,7
plus de 100 salariés	7	1,2

Contrat de Ville de Wittenheim		
Tranche effectif	Nombre d'entreprises	%
Aucun salarié	5	62,5
1 à 9 salariés	3	37,5